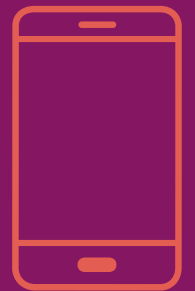
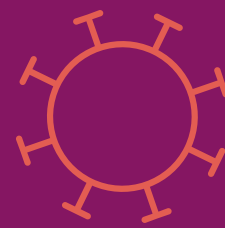




La capacité d'action émergente à l'ère de la COVID-19



Atlantic Fellows

FOR SOCIAL AND
ECONOMIC EQUITY



Remerciements

Le projet de recherche « La capacité d'action émergente à l'ère de la COVID-19 » est financé par l'association Atlantic Fellows for Social and Economic Equity, un groupe de leaders visant le changement social basé au sein de l'International Inequalities Institute de la London School of Economics and Political Science, et par Oxfam Grande-Bretagne.

Nous remercions Armine Ishkanian pour sa confiance en ce projet, les chercheurs/euses qui ont participé à la collecte et l'analyse des études de cas, ainsi que tou-te-s les coordinateurs/trices bénévoles des groupes thématiques et les participant-es pour les informations partagées au cours des nombreux échanges.

Une mention spéciale à toutes les personnes qui ont participé aux différentes phases de recherche et d'analyse :

- Assistant de recherche : Niranjan Nampoothiri ;
- Organisateur/trices du groupe et relecteurs/trices : Kitti Baracsi, Ivan Campbell, Laurence Cox, Yogesh Ghore, Ian Hodgson, Katherine Marshall, Robin Neustaeter, Gerard McCarthy, Liz Robinson, Marina Schkot, Alice Sverdlik, Olivia Wilkinson et Felicia Wong
- Conception : Lucy Peers
- Relectrice : Franziska Mager.

Toute erreur ou omission relève uniquement de la responsabilité des auteurs/trices.

Rapport de recherche : La capacité d'action émergente à l'ère de la COVID-19

Les rapports de recherche d'Oxfam sont rédigés dans le but de partager des résultats de recherches, de contribuer au débat public et d'inciter à commenter les politiques et pratiques relatives au développement et au travail humanitaire. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions d'Oxfam en matière de politiques. Les opinions exprimées sont celles des auteurs/trices et non pas nécessairement celles d'Oxfam.

Pour plus d'informations ou pour nous faire part de vos commentaires à propos de ce rapport, contactez les auteurs/trices : Irene Guijt, Duncan Green, Katrina Barnes et Filippo Artuso à l'adresse policyandpractice@oxfam.org.uk

© Oxfam Grande-Bretagne, février 2023.

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-888-5 en février 2023.

DOI : 10.21201/2022.8885

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Table des matières

Résumé	4
1. Introduction	9
1.1 Motifs	10
1.2 Questions de recherche	10
2. Méthodologie	12
2.1 Processus et éléments de recherche	13
2.2 Difficultés rencontrées	14
3. Résultats	15
3.1 <i>Path dependence</i> (dépendance au chemin emprunté) et contexte politique	16
3.2 Interventions émergentes	17
3.3 Raisons de l'adaptation	18
3.4 Expansion et innovation	23
3.5 La relation entre les États et la société civile	25
3.6 Le rôle de l'aide venant de l'étranger et des communautés locales	26
4. Réflexions transversales	28
4.1 Les acteurs locaux ont apporté des solutions plus rapides et pertinentes	28
4.2 La confiance influence la réponse à la crise sanitaire	29
4.3 La pandémie comme « ciment social » pour le développement de coalitions	31
4.4 Nouveau leadership	32
4.5 La réalité de l'épuisement, du stress et de la pression financière	32
4.6 Le recours au numérique risque de mettre à l'écart les plus vulnérables	33
5. Conséquences pour une société civile forte	35
5.1 Renforcer la visibilité et se faire toujours entendre	36
5.2 Back creative disruption	33
5.3 Valoriser les natifs/ves du numérique	37
5.4 Réfléchir à un nouveau contrat social	37
5.5 Conclusion	38
Notes	39



Résumé

La recherche sur « la capacité d'action émergente »

La pandémie de COVID-19 constitue un événement sans précédent pour notre époque. Les études précédentes ont démontré le rôle souvent essentiel des « tournants majeurs », dont les grands événements historiques et les situations d'urgence, dans le changement social. Le rapport « La capacité d'action émergente à l'ère de la COVID-19 » vise à explorer si la pandémie de COVID-19 représente un tel tournant, et quelles leçons et analyses sont à tirer pour permettre un changement social positif. Le projet de recherche a été réalisé grâce au financement du programme Atlantic Fellows for Social and Economic Equity (AFSEE) de la London School of Economics.

La recherche vise à obtenir des informations clés sur les initiatives des individus, des communautés et des organisations de la société civile pour faire face à la pandémie, dans le contexte des populations à faible revenu se trouvant à l'intersection d'inégalités multiples. Ces leçons peuvent déterminer comment les bailleurs de fonds, les gouvernements et les ONG pourraient adapter leurs efforts pour lutter contre l'émergence ou le renforcement des inégalités. Elles peuvent également indiquer les options permettant aux organisations de la société civile (OSC) et communautaires d'accroître leurs impacts positifs.

Plus haut : des villageoises touchées par le cyclone Amphan au Bangladesh collectent de l'eau potable auprès de Shushilan, une organisation qui travaille avec Oxfam au Bangladesh, en mai 2020. Crédit photo : Fabeha Monir, Oxfam

Pendant 18 mois, de septembre 2020 à mars 2022, le projet de recherche « La capacité d'action émergente à l'ère de la COVID-19 » a réuni des militant·es, des professionnel·les du développement, des chercheurs/euses et des universitaires pour mieux comprendre au travers de conversations globales les phénomènes qui ont émergé en réaction à la pandémie. L'équipe de recherche a recueilli plus de 200 études de cas et organisé une série de webinaires et de discussions au sein de groupes thématiques afin de tirer des leçons de cette expérience.

Trois principales questions de recherche ont servi de fil conducteur pour l'examen des données et les échanges :

1. Quelle capacité d'action collective et individuelle émerge parmi les ménages et communautés à revenu faible dans l'ensemble des groupes se trouvant à l'intersection d'inégalités multiples ; les travailleurs/euses précaires et du secteur informel ; et les acteurs non étatiques ?
2. Comment ces expériences peuvent-elles modifier la perception qu'ont les bailleurs de fonds et les gouvernements des besoins, des vulnérabilités et de la capacité d'action des personnes ? Comment peuvent-elles alimenter les initiatives pour lutter contre l'émergence ou le renforcement des inégalités ?
3. Quelles pistes ces exemples donnent-ils pour aider les OSC et organisations communautaires à renforcer leur impact par le biais du travail d'influence sur les politiques et d'autres initiatives visant à découpler l'impact positif de leur travail ?

Résultats et informations recueillies

La réaction de la société civile s'est concrétisée sous des formes incroyablement riches et variées. Elle a redéfini les approches déjà appliquées et trouvé de nouveaux moyens pour :

- répondre aux besoins concrets ;
- assurer la sécurité et le soutien émotionnel des personnes (y compris en traitant la recrudescence des violences basées sur le genre pendant les confinements) ;
- fournir des informations utiles et lutter contre la désinformation ;
- promouvoir l'accès numérique, en particulier pour l'éducation ;
- développer les capacités et les relations avec les autres pour le plaidoyer ou la prestation de services ;
- manifester et défendre l'égalité et les droits.

Au début de la pandémie, la majorité des réactions se sont concentrées sur la prestation directe de services pour les besoins élémentaires. Les restrictions en matière de déplacement et le confinement ont favorisé une mobilisation locale, et le nouveau lien établi autour de l'action locale a amené à développer de nouvelles coalitions et de nouvelles opportunités pour le plaidoyer. L'efficacité des premières initiatives a été fortement influencée par la confiance qui était déjà établie entre les intervenant·es et les communautés. La pandémie a clairement mis en lumière des inégalités multiples, en exposant des populations déjà vulnérables à une perte de revenus soudaine, notamment des personnes pauvres, les travailleurs/euses du secteur informel, les soignant·es, ainsi que d'autres individus sans accès à la protection sociale. Cette situation a donné lieu à de nouvelles initiatives, manifestations et à de nouveaux efforts de plaidoyer.

La place toujours plus forte des technologies numériques a élargi les possibilités de développer des réseaux internationaux et d'échanger. La nature de la mobilisation, marquée par la confiance et les connaissances numériques, a favorisé l'émergence d'un nouveau leadership, en particulier mené par des femmes et de jeunes militant·es. Toutefois, l'importance capitale de l'accès aux solutions numériques à des fins pédagogiques et professionnelles a créé un risque de renforcement des inégalités existantes en matière d'accès au numérique et de maîtrise de ces outils.

1

Les acteurs locaux ont apporté des solutions plus rapides et pertinentes



Au cours de la pandémie, les facteurs géographiques ont favorisé la localisation. Les recherches ont souligné que les institutions d'aide et leurs mécanismes ont mis plus de temps à s'adapter au contexte en évolution rapide de la COVID-19. Les systèmes basés sur de fastidieux processus d'approbation, sur des contraintes bureaucratiques complexes et une organisation internationale ou centralisée n'ont pas su réagir dans les temps avec des initiatives ciblées.

Pour obtenir une réponse immédiate, les communautés se sont de plus en plus tournées vers leurs leaders et autres membres des communautés, les organisations confessionnelles, les organisations communautaires, les associations de voisinage et les structures traditionnelles. Les acteurs locaux étaient essentiels pour réagir face à la COVID-19. Ils ont pu surmonter de nombreux obstacles rencontrés par les organisations de plus grande envergure grâce à leurs structures agiles et flexibles, à leur proximité physique et aux connaissances précises de la communauté, ainsi que, dans de nombreux cas, grâce à la confiance de la communauté.

2

Le rôle changeant de la société civile et sa relation évolutive avec l'État



La pandémie a marqué les relations entre la société civile et les autorités. Elle a révélé de nouveaux acteurs, renforcé le rôle de ceux existants et bouleversé les dynamiques de pouvoir. Face à l'incapacité des gouvernements à subvenir aux besoins des citoyen·nes, la société civile a assumé cette responsabilité. Les gouvernements ont pu compter sur elle pour collecter les données et assurer un soutien direct,

en particulier dans des régions affectées par les conflits où les gouvernements étaient moins présents et où la société civile jouait déjà un rôle majeur. Dans ces cas, la COVID-19 a élargi la portée des services de soutien présents. Dans d'autres régions, les groupes ont dû changer de rôle, avec des acteurs de plaidoyer qui se sont retrouvés à agir en tant que premiers intervenants, acceptant un rôle supplémentaire de prestation de services. Ces changements soudains peuvent avoir des conséquences à long terme sur les relations entre l'État, la société civile et les citoyen·nes.

3

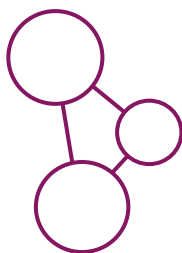


La confiance a influencé le succès de la mobilisation face à la crise sanitaire

Avec l'interruption des échanges et revenus habituels, du fait de l'isolement des individus, des mesures répressives des États ou de la pauvreté subite, la confiance est devenue la clé de l'efficacité des interventions. Pour accomplir leurs tâches malgré le contexte défavorable, les personnes ont préféré compter sur la réciprocité et la sécurité de leurs réseaux de confiance : leur famille, leurs ami·es, leur voisinage, leurs allié·es. Par conséquent, la COVID-19 a renforcé les relations de confiance déjà établies dans certains contextes, tout en alimentant la désinformation et la méfiance envers les institutions agissant par intérêt politique.

De nouvelles relations de confiance se sont créées et ont été renforcées via les réseaux et coalitions qui ont émergés pour alimenter la mobilisation citoyenne. Le renforcement de la confiance sociale a offert une légitimité publique aux leaders et aux institutions et à leur influence sur leurs communautés, par exemple concernant la prévention contre la COVID-19 ou la mobilisation pour la solidarité.

4



La pandémie a servi de « ciment social » pour le développement de coalitions

La pandémie a incité les réseaux de militant·es et les organisations à collaborer et à créer des coalitions au sein de la société civile et avec des entreprises pour organiser des initiatives à plus grande échelle et plus coordonnées. La collaboration des acteurs au niveau local a créé de nouvelles relations de confiance. La confiance établie via la prestation de services donne lieu à des opportunités en termes de plaidoyer et de changement systémique.

Les nouvelles coalitions ont également été favorisées par le recours à la connectivité numérique et la volonté d'apprendre au contact des autres. Le partage d'histoires, le retour sur les succès (et les échecs) ainsi que la promotion d'interactions régulières ont été importants pour mettre à l'épreuve de nouvelles stratégies et tirer les leçons des efforts de chacun·e. Cela a également été positif pour la santé mentale des personnes au sein des OSC.

5



Leadership émergent : les dirigeantes et les jeunes intervenant·es

De nouvelles et nouveaux leaders se sont imposé·es au cours de la pandémie, en particulier des femmes et des jeunes, souvent avec une expérience limitée du leadership. La réponse à la COVID-19 nécessitait des compétences numériques qui ont permis aux jeunes de prendre la barre. La forte croissance de l'activisme via des groupes informels et des réseaux, comme les organisations de femmes, a fait émerger de nouveaux leaders. La pandémie a octroyé aux acteurs locaux, du moins temporairement, un certain pouvoir informel additionnel et plus d'autorité.

La jeunesse, à l'aise avec l'usage des outils numériques, a exploité ses connaissances dans ce domaine pour élaborer des solutions innovantes au cours de la pandémie. Ces jeunes militant·es ont su collaborer et mieux comprendre les problèmes rencontrés par les communautés de jeunes au cours du confinement et ont pu adapter leur rôle pour leur venir en aide en apportant souvent des idées neuves.

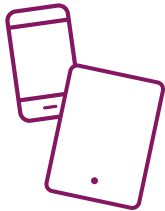
6



La réalité de l'épuisement, du stress et de la pression financière

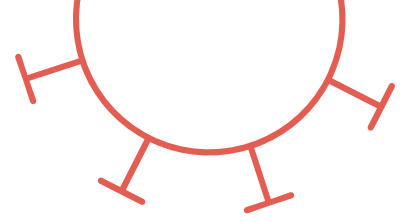
L'idéalisation des héros et héroïnes du quotidien, qui ont sacrifié leur temps et leur énergie pour nourrir, protéger et accompagner leurs semblables, a tendance à effacer la fatigue accablante et le stress émotionnel que beaucoup ont pu subir. La durée et l'ampleur de la pandémie de COVID-19 ont épuisé mentalement et financièrement la société civile, les ONG, les bailleurs de fonds au niveau national et les communautés, déjà fragilisés avant l'épidémie. Les inquiétudes financières en raison de la multiplication des besoins exercent un stress sur les leaders locaux/ales, déjà en proie à la pression émotionnelle liée aux responsabilités de leadership, au stress dû aux nouvelles méthodes de travail et à la crainte de perdre leurs propres moyens de subsistance. Les personnes, groupes et leaders consacraient plus de temps à leur rôle de premiers intervenants volontaires, négligeant leurs moyens de subsistance et ceux de leur famille.

7



Le recours au numérique risque de mettre à l'écart les plus vulnérables

La pandémie a accéléré le recours aux outils numériques et aux services en ligne. Elle a créé de nombreuses opportunités d'inclusion, de connectivité, et a accru la rapidité et l'ampleur d'action. La société civile et le secteur de l'aide ont pu adopter de nouvelles pratiques grâce aux nouveaux espaces numériques, comme le partage des connaissances et l'inclusion des personnes les plus fragiles dans l'organisation des programmes et solutions. La transition numérique renforce l'importance de l'information et les dangers de la désinformation. De nombreuses interventions ont visé à assurer l'accès des communautés à des informations fiables et délivrées à temps, ainsi qu'à des recommandations sanitaires. Toutefois, la transition vers le numérique a aussi ses désavantages. Elle exige plus de connaissances numériques et un accès accru à Internet et aux technologies, ce qui exacerbe les inégalités.



1. Introduction

En tant qu'organisation mobilisée pour la promotion d'un changement social progressif, Oxfam s'intéresse depuis longtemps aux façons de donner lieu au changement¹. L'une des leçons tirées de cette étude est le rôle souvent crucial et déclencheur des « tournants majeurs », tels que les guerres, chocs économiques² et autres urgences, dans le changement social. Les pandémies historiques telles que la peste noire et la grippe espagnole ont démontré leur nature politique et sociale déterminante³. Il est légitime de se demander si la pandémie de COVID-19 aura un effet similaire.

Les anecdotes des médias, des collègues d'Oxfam et d'autres organisations suggèrent que la nature des OSC a basculé en réponse à la pandémie. De manière plus générale, les populations ont réagi face à la pandémie en agissant, en s'organisant, en innovant et en apprenant. Notre objectif était d'identifier les récurrences dans cette « capacité d'action émergente » (voir l'**Encadré 1**). Nous souhaitons comprendre si la réponse à la pandémie parmi les communautés à revenu faible exclues à travers le monde produira de nouvelles organisations ou même de nouvelles directions politiques, et si elle consolidera et validera le leadership et la capacité d'action locale. Nous voulions également savoir comment d'autres entités peuvent soutenir et donner plus d'ampleur à leur travail.

La compréhension de ces tendances peut nous aider à comprendre quels sont les meilleurs moyens de soutenir la société civile, non seulement en cas d'urgence, mais également au quotidien. Elles peuvent également nous aider à appréhender les problèmes structurels dans le développement international. Ces tendances pourraient influencer les initiatives de développement et les pratiques des bailleurs de fonds. En effet, elles sont susceptibles d'indiquer ce à quoi « reconstruire autrement » après la pandémie pourrait ressembler pour les ONG internationales, les OSC, les organisations communautaires et les législateurs.

Encadré 1. Définition de « la capacité d'action émergente »

Nous définissons « la capacité d'action émergente » comme la façon dont les individus, les communautés et les organisations locales réagissent face aux nouveaux défis posés par la pandémie de COVID-19 (par la maladie elle-même et les mesures des autorités). Cette définition englobe également la manière dont la capacité d'action émerge ou évolue.

La capacité d'action désigne la capacité d'un individu ou d'un groupe à choisir et influencer le changement indépendamment et activement. Elle peut être progressive ou négative (par exemple, avec la désignation de groupes minoritaires comme bouc émissaire). Elle peut être dans l'intérêt direct de la personne concernée ou chercher à aider les autres (« capacité d'action par procuration »). Elle peut proposer un changement ou y résister. La définition était volontairement large, car nous voulions aller plus loin que les dimensions formelles liées aux politiques, à l'aide ou aux OSC pour explorer un panel plus étendu d'actions locales entreprises par les individus et les groupes informels.

1.1 Motifs

La pandémie de COVID-19 constitue un événement sans précédent pour notre époque. Les gouvernements, les organisations et les entreprises ont dû s'adapter tant bien que mal aux bouleversements et diverses restrictions. Les restrictions en matière de déplacements et les confinements ont affecté la capacité de la plupart des organisations d'aide à effectuer le travail prévu. Par ailleurs, les priorités, les stratégies et les modes de travail ont dû être considérablement modifiés. Le rôle de l'aide a été remis en cause à court et à long terme, au niveau des programmes comme du plaidoyer.

Pour les organisations comme Oxfam, il n'a au départ pas été aisé de déterminer ce qui était nécessaire ou les étapes à mettre en œuvre pour adapter le travail en cours afin de gérer la distanciation sociale, les chaînes de soutien sectionnées ou le manque de personnel^a. Aux prémices de la pandémie, Oxfam a soutenu les programmes de transferts monétaires et d'eau et assainissement. L'organisation a également contré la désinformation via les ressources d'apprentissage, les ateliers et les cadres MEAL. Elle a également fait campagne, notamment pour un vaccin pour tou-te-s avec la People's Vaccine Alliance⁴ et contre les inégalités⁵ générées par la pandémie qui engendraient des niveaux de souffrance très différents. Un examen en temps réel⁶ a déterminé que les bureaux situés dans les pays qui disposaient déjà de programmes humanitaires avaient plus de facilité à s'adapter rapidement. De la même façon, les bureaux installés dans les pays disposant déjà de systèmes de protection sociale ou de cadres logiques avec des bailleurs de fonds pour des programmes humanitaires ont pu s'adapter plus facilement et plus rapidement sans processus d'approbation fastidieux.

Pendant 18 mois, de nombreux et nombreuses professionnel·les et militant·es du développement ont commencé à partager des récits sur les initiatives de la société civile face à la pandémie. Des exemples figurent dans le blog d'Oxfam *From Poverty to Power*⁷. Nous voulions établir un moyen de rassembler ces récits et de les analyser collectivement plus en profondeur. À cette fin, le programme Atlantic Fellows for Social and Economic Equity programme (AFSEE) de la London School of Economics a généreusement accepté de financer un projet de recherche intitulé « La capacité d'action émergente à l'ère de la COVID-19 »⁸.

1.2 Questions de recherche

Trois principales questions de recherche ont servi de fil conducteur pour l'examen des données et les échanges dans le contexte de la pandémie de coronavirus et ses conséquences économiques et sociales :

4. Quelle capacité d'action collective et individuelle émerge parmi les ménages et communautés à revenu faible pour l'ensemble des groupes se trouvant à l'intersection d'inégalités multiples ; les travailleurs/euses précaires et du secteur informel ; et les acteurs non étatiques ?
5. Comment ces expériences peuvent-elles modifier la perception qu'ont les bailleurs de fonds et les gouvernements des besoins, des vulnérabilités et de la capacité d'action des personnes ? Comment peuvent-elles alimenter les initiatives pour lutter contre l'émergence ou le renforcement des inégalités ?⁹
6. Quelles pistes ces exemples donnent-ils pour aider les OSC et organisations communautaires à renforcer leur impact par le biais du travail d'influence sur les politiques et d'autres initiatives visant à décupler l'impact positif de leur travail ?

a Le recours au chômage partiel à grande échelle en 2020 et 2021 au Royaume-Uni a permis aux organisations et aux entreprises de garder leurs effectifs, avec des salaires fortement subventionnés par le gouvernement.

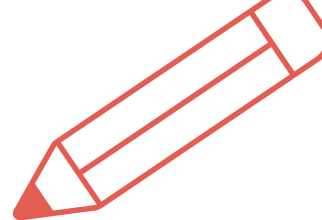
D'autres questions ont été soulevées lors de l'étude :

- Quelles nouvelles tactiques ont émergé avec les restrictions imposées ?
- En quoi le leadership décentralisé a-t-il changé ?
- Que devraient faire les personnes à tous les niveaux pour soutenir les aidant·es ?
- Quels ont été les changements dans la dynamique entre la prestation de services et le plaidoyer ?
- Quels éléments sont à conserver le cas échéant au-delà de la pandémie ?
- Au cours de la transition vers le numérique, l'égalité a-t-elle été respectée dans l'inclusion numérique ?

Et une considération importante sur un biais potentiel :

- Ce que nous avons considéré comme un phénomène « émergent » inédit représente-t-il un véritable tournant dans notre capacité d'action locale et/ou cette dernière est-elle simplement devenue plus visible (aux yeux des Occidentaux/ales) ?

2. Méthodologie



Le projet de recherche « La capacité d'action émergente à l'ère de la COVID-19 » a été conçu comme une recherche active visant à réunir des militant·es, des professionnel·les du développement, des chercheurs/euses et des universitaires pour mieux comprendre au travers de conversations globales les phénomènes qui ont émergé en réaction à la pandémie. Lorsque nous avons conçu le projet, il nous était uniquement possible de décrire un ensemble de phénomènes en émergence. Nous avons donc cherché à nous adapter plutôt que de suivre les conventions traditionnelles de la recherche qualitative.

Notre point de départ n'était pas une méthodologie détaillée ; nous étions plutôt guidé·es par un ensemble de principes clés (voir l'**Encadré 2**) et un cadre flexible.

Encadré 2. Principes de recherche directeurs

- Rester basé·es sur des exemples authentiques
- Suivre des cycles de collecte, de collation et d'analyse
- S'adapter : tenter une autre approche en cas de blocage
- Rester agiles et ouvert·es en termes de sélection des participant·es et d'approches pour la collecte et l'analyse de données
- Trouver un équilibre entre inclusion et faisabilité en tenant compte du calendrier et des fonds limités
- Être à l'écoute des conversations à l'échelle mondiale
- Ne pas viser la perfection, partager le travail en cours



Plus haut : les travailleurs/euses de Veggies for Good à l'œuvre dans un marché de village. Veggies for Good est une initiative familiale lancée spontanément pour lutter contre l'insécurité alimentaire à Manille, aux Philippines. Crédit photo : Veggies for Good

2.1 Processus et éléments de recherche

Le cadre logique a identifié quatre phases de recherche :

- 1. Exploration.** Examiner rapidement les documents.
- 2. Collecte et tri.** Récupérer de manière ouverte et participative auprès des groupes (via le crowdsourcing) autant d'exemples courts que possible et attribuer un budget visant à obtenir des cas plus détaillés, y compris en demandant aux participant·es lors des conversations de partager des exemples non documentés.
- 3. Analyse.** Rechercher des récurrences sur des thèmes spécifiques et entre tous les exemples.
- 4. Utilisation.** Pour nous assurer que les participant·es pouvaient également être des utilisateurs/trices finaux/ales, nous avons organisé des webinaires pour les sous-groupes thématiques.

Nous avons partagé une annonce via le blog *From Poverty to Power*¹⁰, diffusée via plusieurs canaux le 9 septembre 2020, pour encourager la participation d'universitaires ou professionnel·les. Plus de 90 personnes se sont manifestées dans 36 pays, parmi lesquelles des militant·es de mouvements sociaux et de la société civile, des professionnel·les du développement ou d'ONG internationales, des universitaires, des éducateurs/trices et d'autres personnes intéressées. Nous avons identifié des sujets basés sur ce que les participant·es souhaitaient aborder. Nous avons établi cinq groupes thématiques :

- Mouvements sociaux
- Organisations de femmes
- Organisations confessionnelles
- Éducation
- VIH/SIDA
- Enfance et jeunesse
- Moyens de subsistance
- Structures informelles et étatiques
- Consolidation de la paix

Les groupes ont suivi leur propre rythme, en choisissant la fréquence des rencontres et les outils à utiliser. Chaque groupe comprenait un·e ou deux organisateurs/trices bénévoles. Certains groupes ont pris en charge la collecte des données brutes, d'autres ont assemblé le matériel à disposition. Tous les groupes se sont basés sur les questions de recherche principales (voir la **Section 1.2**) et se sont réunis de manière intermittente pour des analyses transversales. Ils ont également cherché à répondre aux questions thématiques qui sont apparues.

Notre cadre logique d'origine a anticipé la collecte des données via les groupes et le crowdsourcing, ainsi que la collecte des données brutes spécifiques aux pays. La quantité de ressources que nous avons reçues lors de la phase initiale a confirmé le besoin et l'importance d'exploiter une base de données accessible publiquement. Nous avons créé une base de données des études de cas existantes comme source de données de deuxième niveau¹¹ via la recherche, l'étiquetage et la synthèse de plus de 200 études de cas¹². La participation du Dr Laurence Cox de Maynooth University a permis d'obtenir 53 cas brefs supplémentaires documentés par les étudiant·es. Les collègues et les partenaires d'Oxfam ont créé de nouvelles études de cas sur la capacité d'action

émergente aux Philippines, en Somalie, en République démocratique du Congo (RDC) et au Nigeria vers la fin du projet de recherche. La majeure partie du projet s'est déroulée entre juillet 2020 et juillet 2021, avec de nouvelles études de cas pays transmises jusqu'à début 2022. Ce rapport est le produit de l'analyse d'une base de données comptant environ 200 études de cas, plus de 30 échanges avec les groupes thématiques, 40 blogs et trois webinaires.

Nous avons collaboré avec d'autres entités ayant effectué des travaux similaires, tels que Civicus¹³, la Fondation Carnegie pour la paix internationale¹⁴, l'Institute of Development Studies¹⁵, Interface¹⁶ et le projet Religious Responses to COVID-19¹⁷.

Notre compréhension de la pandémie a évolué rapidement depuis mars 2020, à la fois en raison des échanges et discussions tenus au cours du projet et du fait de notre étude et de nos rencontres variées avec d'autres initiatives similaires ailleurs dans le monde. Cela signifie que les questions de recherche elles-mêmes ont évolué et se sont transformées au fil du projet. Les limites sont devenues de plus en plus floues entre ce qui était ou non le « résultat » de « notre » recherche. Bien que cela puisse être un problème pour une méthodologie de recherche conventionnelle, dans ce cas, ce système servait l'approche générale et a été conservé.

2.2 Difficultés rencontrées

La portée de nos interactions était limitée. L'intérêt porté à ce projet a rapidement fait l'objet d'un effet boule de neige au-delà de nos propres réseaux, mais nous disposions d'une durée limitée pour étendre nos interactions en conséquence. Cela est dû au besoin de réagir rapidement pour impliquer les chercheurs/euses et recueillir des expériences vécues dans les premières phases de la pandémie, mais également aux limitations en termes de ressources qui ont compliqué l'intégration d'autres langues que l'anglais et aux nombreux fuseaux horaires à prendre en compte pour organiser les échanges au sein du projet.

Nous avons rencontré des difficultés pour impliquer véritablement les militant·es et les personnes qui travaillent directement « sur le terrain ». Par conséquent, le processus a donné la parole à des participant·es travaillant dans des institutions académiques et des ONG de taille importante, ce qui risquait de donner au projet une nature extractive. Cependant, certain·es participant·es ont fait état des avantages de ces échanges en termes de solidarité, en particulier pour les militant·es locaux/ales de différentes régions du monde, ainsi qu'entre ONG internationales. Au-delà des participant·es, la plupart des études de cas et des exemples auxquels nous avons eu accès présentaient des limites équivalentes.

La lenteur du traitement des informations au sein d'Oxfam impliquait que la recherche dans le pays n'alimentait pas directement les échanges des groupes thématiques comme nous l'avions initialement envisagé, mais que des données émergeaient après coup pour illustrer et nuancer les résultats du projet global, y compris pour ce rapport.

3. Résultats



À l'apparition de la pandémie, la Chine et la majorité des gouvernements en Europe et aux États-Unis ont réagi en imposant des mesures de confinement strictes contraignant tous les déplacements (voir le **Graphique 1**). Les premières infections ayant principalement touché ces zones, il est vite devenu clair que ces stratégies ne seraient pas nécessairement adéquates ou concevables dans de nombreuses régions des pays où la protection sociale et les moyens de subsistances étaient plus précaires. L'auto-isolement, le confinement et les gestes barrières avec désinfection des mains sont difficiles ou impossibles à mettre en œuvre dans les communautés ultra-denses, comme les camps de réfugié-es et les zones urbaines à faible revenu. Les populations à revenus faibles, comme les minorités, les femmes et les jeunes, ont été touchées de plein fouet, notamment en raison de leur dépendance vis-à-vis de l'économie informelle et du travail manuel. Pour les ONG internationales, les restrictions ont souvent eu pour effet de neutraliser l'utilité des systèmes basés sur les liaisons ou les acteurs externes. En conséquence, la dépendance a immédiatement basculé vers l'expertise locale, et le recours aux réseaux, aux connaissances, au leadership et aux ressources au niveau local.

Graphique 1 : Les effets multiples de la COVID-19 sur les contextes des ONG internationales, de développement et de recherche



Les réactions des personnes et des groupes face à la COVID-19 ont été variables en termes de proportion, d'origine et de finalité. De nombreuses initiatives ont pris de l'ampleur et se sont adaptées en fonction des besoins et des opportunités. Au cours de la pandémie, certains groupes de bénévoles ont commencé par approvisionner en nourriture et en médicaments avant d'apporter un soutien psychologique, ou se sont ouverts à différentes formes de soutien. Les niveaux et échelles des réponses de la société civile s'étendaient du soutien concret individuel au plaidoyer international.

De nouveaux groupes d'entraide se sont multipliés dans les quartiers urbains, les villages et les camps de réfugié-es. En Eswatini, par exemple, les communautés se sont réunies pour répondre aux

besoins liés au chômage et à d'autres bouleversements sociaux¹⁸. Les initiatives communautaires incluaient la « colocation » pour joindre les deux bouts avec un soutien mutuel pour obtenir et proposer des services. Les militant-es engagé-es dans les initiatives ont expliqué comment « le principe de communauté s'est consolidé ». Saferworld a documenté des exemples similaires au Yémen, en Somalie, au Soudan du Sud, au Myanmar et au Népal¹⁹.

Dans d'autres cas, les groupes préexistants ont redoublé leurs efforts, notamment en proposant un soutien supplémentaire aux veuves, aux travailleurs/euses migrant-es ou aux personnes en proie à la violence domestique. Au Liban, par exemple, le réseau de soutien contre le VIH MENA Rosa²⁰ a constaté une hausse des violences domestiques et a apporté une aide et un accompagnement supplémentaires aux femmes. Les alliances nationales et mondiales représentent une autre forme courante d'élargissement de la réponse, compte tenu de la portée et de l'ampleur des efforts nécessaires.

3.1 Path dependence (dépendance au chemin emprunté) et contexte politique

Les mobilisations civiques ont été influencées par les contextes nationaux : organisation sociale et entraide, efficacité des États, nature du contrat social et tendances politiques, sociales et économiques. Par exemple, le mouvement féministe en essor au Mexique en 2019 s'est rapidement transformé pour s'organiser en ligne dès le début de la pandémie, avec des ateliers en ligne, des groupes de lecture et des séminaires. Les réactions des groupes à Delhi en Inde se sont basées sur les réseaux de la société civile, qui ont assuré la mobilisation lors de manifestations avant la pandémie, avec l'aide immédiate et le plaidoyer de divers acteurs pour les populations les plus fragilisées par le confinement²¹. Le mouvement #EndSARS (dissolution de la SARS) au Nigeria, qui a débuté en 2018 en demandant l'abolition de la brigade spéciale de lutte contre le vol (Special Anti-Robbery Squad, SARS) et de ses pratiques brutales, a pris plus d'ampleur en octobre 2020 avec des manifestations à l'échelle nationale et des actions sur les réseaux sociaux contre les violences policières, brutalement réprimées²².

Il est dangereux de voir la pandémie comme une catastrophe sanitaire exceptionnelle, comme le font certain-es observateurs/trices occidentaux/ales, au lieu d'évaluer son importance dans chaque contexte, en particulier les endroits où l'insécurité endémique est plus importante. Par exemple, en Somalie, elle a été initialement considérée comme la troisième catastrophe majeure, après la sécheresse et les invasions de criquets²³.

Cependant, à la moitié de l'année 2021, la priorité de la COVID-19 s'est transformée. Des inégalités extrêmes dans le déploiement des vaccins ont incité de nombreux pays riches à alléger certaines mesures prises au début de la pandémie, tandis que des variants plus contagieux de la maladie se sont développés à une vitesse alarmante au sein des pays et communautés à faible revenu.

La majorité des mobilisations civiques ont été influencées par les actions de l'État (voir le **Tableau 1**). Dans les contextes affectés par les conflits, l'État est souvent absent ou prédateur, laissant des groupes communautaires agir comme premiers intervenants. La COVID-19 semble avoir renforcé ces rôles et l'autorité des OSC locales. Les organisations confessionnelles, les autorités coutumières et les organisations de défense des droits des femmes maintiennent des relations de confiance avec les communautés sur lesquelles comptent les autorités afin d'avoir accès aux initiatives et services de réponse à la COVID-19.

De nombreuses interventions tardives des gouvernements ont incité certaines OSC à distribuer des équipements de protection individuelle (EPI) et de la nourriture. Par exemple, les groupes qui travaillent sur la lutte contre le VIH ont fourni des EPI en plus de leur assistance habituelle. Au fil du

temps, certaines organisations ont pris part au déploiement des vaccins, étant donné que certains gouvernements ont manipulé la distribution à des fins politiques²⁴. Ailleurs, la corruption enracinée et le manque de légitimité ont engendré une méfiance vis-à-vis des vaccins distribués par le gouvernement²⁵.

L'histoire ne se concentre pas exclusivement sur la COVID-19 ou ne s'y limite pas. Alors que la COVID-19 devenait la « nouvelle norme », les limites se sont brouillées entre activités liées à la pandémie et autres mobilisations. Par exemple, la pandémie a déterminé la nature des protestations en réaction au coup d'État au Myanmar²⁶, à #EndSARS au Nigeria et au mouvement international Black Lives Matter.

Alors que certaines mobilisations étaient inédites, d'autres existaient déjà depuis longtemps, animées par des organisations ou des groupes établis. Par exemple, en Afrique du Sud, Gender Dynamix²⁷, une organisation de défense des droits des personnes LGBTQIA+, a dû s'éloigner de son approche de plaidoyer au profit de la prestation de services auprès des personnes transgenres. En Argentine, RedTraSex²⁸, une organisation en réseau dédiée aux droits des travailleurs/euses du sexe, s'est adaptée pour répondre aux besoins immédiats des travailleurs/euses du sexe précarisé·es par la pandémie de COVID-19.

Tableau 1 : Rôles, relations et formes d'action identifiés dans les études de cas

Nature des mesures des États	Formes d'interactions de la société civile	Formes prises par la capacité d'action émergente
<ul style="list-style-type: none"> • Efficace • Absente • Kleptocrate • Répressive • Populiste 	<ul style="list-style-type: none"> • Identification de lacunes mais limitée par rapport aux mécanismes des États • Entraide • Résistance et remplacement des mécanismes des États 	<ul style="list-style-type: none"> • Prestation de services directe (indépendante, co-optée ou en collaboration avec l'État) • Plaidoyer pour améliorer la réponse de l'État • Résistance face aux attaques ou au vol par l'État

3.2 Interventions émergentes

Les interventions émergentes sont apparues lorsque les mesures précédentes étaient inadéquates ou inexistantes, avec un vide à combler laissé par le gouvernement. En principe, les mouvements sociaux se distinguent des autres types d'action émergentes (par exemple, les manifestations, la résistance, l'organisation communautaire) par leur nature conflictuelle, car ils incarnent généralement un conflit avec l'État, les entreprises ou les groupes dominants. Ils peuvent créer des difficultés particulières dans les relations avec certains bailleurs de fonds, États et ONG internationales. Les mouvements sociaux émergents sont fluides, et dans certains cas, ils peuvent être reconnus par l'État (c'est-à-dire que l'État peut se mobiliser, faire des concessions ou co-opter ces mouvements). Ils peuvent même s'institutionnaliser pour devenir des ONG, des associations caritatives ou autres. Toutes ces complexités dans l'organisation de structures ou de relations, que ce soit avec l'État ou entre les membres, ont atteint des sommets pendant la pandémie, notamment en raison des restrictions systématiques sur les rassemblements informels.

Certaines organisations déjà établies ont pu créer de nouveaux réseaux et tirer parti de leur influence pour combler les manques du gouvernement. Par exemple, avec un consortium de prestataires de santé, la National AIDS Control Organisation (NACO) et les sociétés étatiques de contrôle du SIDA ont pu être soutenues en Inde. Alliance India, une organisation non gouvernementale mobilisée pour une réponse durable contre le VIH, s'est impliquée dans le transport de médicaments vers les centres de traitement antirétroviral. Les coordinateurs/trices de projets et le personnel des centres de soutien et de soin travaillent également en renfort dans les centres de traitement antirétroviral pour aider à dispenser les traitements. Parmi les autres formes de soutien, on compte la fourniture d'EPI et l'aide financière aux travailleurs/euses en première ligne, la livraison de traitements antirétroviraux à domicile pour les personnes isolées atteintes du VIH ou pouvant difficilement se rendre en cliniques, l'assistance téléphonique pour le suivi des traitements antirétroviraux ou le dépistage de la COVID-19, ainsi que l'accompagnement nutritionnel²⁹.

Une telle collaboration avec les structures gouvernementales confirme que les OSC peuvent apporter un soutien vital aux systèmes de gouvernement au cours des crises touchant les communautés. Lorsque le Népal a été touché par la pandémie, le Community Self-Reliance Centre (CSRC)³⁰ et le Land Rights Forum (des organisations issues de mouvements visant à promouvoir la participation pour l'influence des politiques) ont exploité leurs relations avec les communautés pour fournir au gouvernement des données et des informations exactes en temps réel. Ils ont appuyé la mobilisation locale en coordonnant le plaidoyer des OSC en soutien aux exploitant-es locaux/ales sans terres³¹.

Les organisations fournissent des services de santé importants, nécessaires pour s'adapter aux restrictions imposées par les confinements. Par exemple, les OSC engagées contre le VIH ont dû faire preuve d'imagination pour répondre à la nécessité de maintenir l'accès aux traitements. Dans de nombreux cas, elles ont dû s'étendre pour combler les lacunes des systèmes sociaux et sanitaires mis à mal. De nombreuses organisations dans le domaine du VIH ont plaidé pour que leurs services soient considérés comme « essentiels » afin de continuer de travailler pendant le confinement. Néanmoins, la direction de l'organisation Alive Medical Services³² en Ouganda a dû présenter à la police les documents nécessaires pour libérer des travailleurs/euses de la communauté atteint-es du VIH, arrêté-es pour avoir outrepassé les règles de contrôle de l'infection. Cet exemple illustre la difficulté qu'ont rencontrée de nombreuses OSC pour évoluer dans l'environnement politique et social pendant la pandémie. Il atteste de l'espace contesté dans lequel les OSC travaillaient³³.

3.3 Raisons de l'adaptation

3.3.1 Répondre aux besoins concrets

Face à la perte de sources de revenus habituels et d'accès à l'alimentation, aux soins de santé et à l'éducation dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, il était devenu urgent de trouver des alternatives pour la prestation de services.

Les groupes marginalisés et les travailleurs/euses du secteur informel étaient particulièrement touché-es, par exemple les groupes criminalisés, comme les travailleurs/euses du sexe. Leur activité est illégale, ce qui les empêche d'accéder à des programmes de sécurité sociale au même titre que les personnes ayant perdu leur emploi. De plus, les personnes transgenres, dont les cartes d'identité ne reflètent souvent pas leur identité de genre actuelle, rencontrent plus de difficultés à accéder à des programmes d'aide proposés par le gouvernement. En réaction, l'organisation Networking HIV & AIDS Community of Southern Africa (NACOSA)³⁴ a par exemple fourni des coupons alimentaires aux travailleurs/euses du sexe³⁵.

Il a été nécessaire de trouver des alternatives à la prestation de soins de santé au niveau local lorsque l'accès habituel aux traitements ou aux soins qualifiés est devenu impossible, ou lorsqu'aucune option de déplacement n'était assurée. Le groupe thématique axé sur le VIH/SIDA a fait état de cas de développement de l'autonomie par le biais de dépistages autonomes, de soins à domicile et d'administration des traitements contre le VIH et de substitution aux opiacés (TSO) par les personnes elles-mêmes, notamment dans le Mizoram en Inde, grâce à la mobilisation des forums des usagers/ères de drogues. Après une longue période pendant laquelle les organisations militantes ont réclamé ces alternatives, celles-ci ont désormais été acceptées par certains gouvernements et montré leur efficacité³⁶. La COVID-19 a donc forcé l'innovation et accéléré l'application des demandes issues du plaidoyer. De la même façon, le groupe Alliance for Public Health (APH)³⁷ a mis au jour un grand nombre d'initiatives innovantes pour soutenir l'accès aux services des communautés atteintes du VIH et de la tuberculose. Par exemple, des visites à domicile d'un laboratoire en Géorgie, des ordonnances électroniques pour fournir des traitements antirétroviraux à administrer à domicile sur une longue période à Saint-Petersbourg en Russie, ou encore le développement de la connectivité dans les zones rurales grâce aux consultations en ligne au Kirghizistan³⁸.

Les nouveaux besoins en EPI ont fait émerger des points locaux de distribution de masques et de produits de désinfection des mains. Au Somaliland, face à l'accaparement des ressources par les élites, le collectif féministe Siraad³⁹ a distribué des masques, des gants et des produits de désinfection des mains aux femmes de la région. D'après Fardus M. Dheere, fondatrice de Siraad Initiative :

Le Somaliland a reçu des milliers de dons au cours de la pandémie, mais seuls les responsables du gouvernement, leur entourage et les personnes de haut rang ou au statut élevé ont eu accès à ces dons. Personne n'avait informé la vendeuse lambda sur son étal de viande ou de lait, travaillant au milieu de la foule au marché, qu'un virus circulait. Les vendeuses n'avaient pas accès à des accessoires de protection. C'est pourquoi nous avons décidé d'approvisionner et de soutenir ces femmes.

Fardus M. Dheere, fondatrice de Siraad Initiative⁴⁰

Un nouveau réseau de militant·es a organisé des distributions de nourriture en masse à Kibera au Kenya⁴¹. Les échanges avec le groupe thématique ont révélé que les femmes à faible revenu vivant en zone urbaine jouaient un rôle important dans la livraison de nourriture aux Philippines et au Brésil, ce qui leur donnait accès à des ressources financières et à des denrées alimentaires pour se nourrir.

Des initiatives spontanées ont vu le jour pour se doter de la ressource la plus élémentaire pour la survie, l'oxygène, en Inde notamment, où la recherche de bonbonnes d'oxygène a été très publicisée. Cela a incité les groupes locaux à lever des fonds pour obtenir des bonbonnes pour les personnes des communautés marginalisées et à revenu faible qui en avaient besoin⁴².

3.3.2 Assurer la sécurité et le soutien émotionnel

Nous avons pu constater une recrudescence des cas de violences domestiques à grande échelle. Des femmes ont été confinées dans des espaces restreints pendant de longues périodes avec des hommes évacuant leur frustration sur les membres de leur famille.

Les collectifs de militant·es féministes ont utilisé les réseaux sociaux pour former des réseaux de soutien. Au Mexique, par exemple, Las del Aquelarre Feminista⁴³ ont créé une ligne téléphonique d'assistance les reliant à des psychologues professionnel·les bénévoles. L'organisation a également mis en place des codes secrets pour les victimes de violences domestiques pour lesquelles il est impossible de contacter les services d'urgence directement⁴⁴.

En Chine, un groupe de soutien de militant·es féministes se donnait rendez-vous tous les soirs sur WeChat, pour parler du confinement d'un point de vue féministe et partager des moyens de s'engager dans les problématiques sociales. Le groupe a réfléchi à plusieurs stratégies possibles pour « aider les individus à surmonter leur sentiment de vulnérabilité »⁴⁵. Ces discussions ont donné lieu à une campagne contre les violences domestiques pour sensibiliser l'opinion publique. Une lettre ouverte a été publiée en ligne pour appeler à mettre un terme à ces violences et encourager les victimes à demander de l'aide via une assistance téléphonique. La lettre ouverte a été affichée dans les espaces publics des quartiers concernés. « Rien qu'en quelques heures, des milliers de personnes se sont portées volontaires pour aider »⁴⁶ en diffusant ce message.

Au Nigeria, Education as a Vaccine⁴⁷ a créé des espaces sûrs en ligne pour partager des informations sur les services liés à la santé sexuelle et reproductive, ainsi que pour faire face aux violences faites aux femmes et aux filles. L'organisation avait mis en place des jingles à la radio, des lignes d'assistance téléphonique et des campagnes pour multiplier les services considérés comme essentiels contre les violences faites aux femmes et aux filles⁴⁸. L'équipe dédiée au genre chez Frontline AIDS a créé de nombreuses ressources sur les nuances dans les liens entre la COVID-19, le VIH et le genre. Elles comprenaient des documents informatifs à destination des jeunes séropositifs/ves et des personnes chargées de les soigner⁴⁹, ou encore une présentation technique sur les approches pour faire face à une pandémie en respectant et en prenant en compte les questions de genre⁵⁰.

D'autres minorités sont également devenues plus vulnérables au cours de la pandémie. En Ouganda, un refuge pour les personnes transgenres et LGBTQIA+ pendant le confinement a concentré toutes les réactions négatives du voisinage, au point qu'une descente de police a forcé le refuge à s'installer ailleurs, pour la sécurité des personnes hébergées et pour privilégier un environnement sûr afin d'assurer le respect des règles de contrôle de l'infection⁵¹.

3.3.3 Lutter contre la désinformation

Les fausses informations sur le virus ont engendré des réactions des OSC. L'organisation de défense des droits des femmes Siraad Initiative a constaté les effets de la désinformation et la vitesse à laquelle les *fake news* se propagent. De nombreuses personnes au Somaliland, notamment les femmes travaillant dans les marchés auprès desquelles l'organisation travaille, ont cru que la pandémie n'était qu'une grippe et que les Africain·es étaient immunisé·es contre ses effets. Cela les a amenées à ignorer les mesures mises en place contre la COVID-19. Face à cela, l'organisation a tenté de lutter contre l'ignorance et les idées reçues.

Ce cas-là n'était pas isolé. En Ouganda, des groupes comme les associations villageoises d'épargne et de crédit pour l'autofinancement des femmes ont numérisé leurs services et leurs activités à une vitesse accélérée en raison de la pandémie. En parallèle des services financiers, ils utilisent la technologie (messages vidéo, radio communautaire) pour relayer des informations utiles sur la pandémie et aider les communautés à s'organiser et y faire face. Ce type de messages délivré par des sources fiables est particulièrement important en raison de la stigmatisation⁵².

Les OSC ont également joué un rôle crucial pour partager des informations précises à destination de minorités et de groupes spécifiques. Au Kenya, Jinsiangu, une organisation œuvrant pour multiplier les environnements sûrs pour les personnes intersexes, transgenres et non conformes au genre, a constaté le manque d'informations sur la COVID-19 adressées spécifiquement aux minorités de genre. Elle s'est mobilisée pour partager des informations sur la sécurité et des conseils pour se protéger pendant la pandémie, en ligne et via des lignes d'assistance téléphonique⁵³. En Afrique du Sud, Gender Dynamix a adopté une approche similaire⁵⁴.

En Inde, les fausses informations et l'hésitation vaccinale, en plus de la stigmatisation et de la discrimination, ont été autant d'obstacles à l'accès aux vaccins contre la COVID-19 des populations marginalisées (telles que les travailleurs/euses migrant-es, les travailleurs/euses du sexe, les personnes séropositives et LGBTQIA+). L'organisation Gujarat Network of People Living with HIV/AIDS (GSNP+) s'est engagée auprès de ces populations pour fournir des informations fiables et des espaces sûrs pour la vaccination, en coopération avec le gouvernement local⁵⁵. Une coordinatrice communautaire travaillant au contact des travailleurs/euses du sexe a expliqué comment elle montre l'exemple :

De nombreuses rumeurs circulent sur le vaccin contre la COVID-19. Certaines personnes affirmaient que l'état de santé se détériore après la vaccination, d'autres prétendaient que l'on pouvait en mourir. Mais grâce au travail de la GFNP+ et à ses efforts de plaidoyer pour lever les doutes sur le vaccin, ces personnes ont finalement décidé de se faire vacciner... J'ai été la première à me faire vacciner, pour montrer au reste de la communauté qu'il n'y avait rien à craindre et pour les encourager à soutenir la vaccination.

Amrin, coordinatrice communautaire de Sahvog Mahila Mandal⁵⁶

La lutte contre la désinformation dans les espaces numériques était un combat constant pour de nombreux/euses jeunes militant-es qui se sont consacré-es au développement de plateformes indépendantes pendant la pandémie. Stowelink⁵⁷, une entreprise numérique kenyane dirigée par des jeunes, rassemble et diffuse des informations fiables et à jour sur la COVID-19 en anglais, en kiswahili et en amharique. Pour contrer les *fake news* et désamorcer la panique en Afrique du Sud, deux nouveaux diplômés de l'Université du Cap ont créé Coronapp⁵⁸, un site dédié à la centralisation des informations liées à la pandémie⁵⁹.

3.3.4 Manifestations et plaidoyer

Face aux mesures du gouvernement contre la COVID-19, telles que la distanciation sociale ou les confinements prolongés réduisant les moyens habituels de manifester, la mobilisation citoyenne s'est notamment effectuée par la protestation et le plaidoyer. Par exemple, en RDC, les agent-es de police violent-es ont parfois été brutalement expulsé-es de certains quartiers par des actions citoyennes spontanées⁶⁰. La mise en place radicale des règles de confinement par les groupes paramilitaires en Ouganda, appelées « unités de défense locales », ainsi que leur impact grave sur la survie économique, ont déclenché des critiques généralisées et des mouvements de résistance dans le nord-ouest du pays⁶¹. À d'autres occasions, les citoyen-nes ont protesté contre la mauvaise gestion des ressources par les gouvernements. Par exemple, à Jos au Nigeria, des foules ont envahi les entrepôts du gouvernement⁶² où la nourriture et d'autres réserves liées à la pandémie étaient stockées.

Certaines formes de plaidoyer se sont multipliées via les coutumes et identités culturelles. Au Mozambique, le groupe de fusion reggae à succès GranMah a publié une vidéo intitulée *Esta nas tuas Mãos*⁶³ (« entre tes mains ») pour donner des conseils sur les techniques de désinfection des mains et les alternatives aux poignées de main. En Afrique du Sud, la célèbre chorale Ndlovu Youth Choir a mis en musique les conseils de l'Organisation mondiale de la Santé pour les gestes barrières contre la COVID-19 et ont filmé leur interprétation pour la rendre disponible dans plusieurs langues sud-africaines⁶⁴.

Trois grandes formes de plaidoyer peuvent être identifiées :

- La défense des droits et le rappel de la responsabilité de l'État
- Le plaidoyer en faveur de politiques adaptées aux besoins concrets
- La transformation des perspectives sociales

Les initiatives pour défendre les droits et responsabiliser l'État étaient une réaction directe à la centralisation et à la militarisation des mesures de lutte contre la pandémie, qui ont entraîné des violences et des atteintes aux droits humains dans certains cas. Dans la région K'ara K'ara de Cochabamba en Bolivie, les citoyen·nes ont manifesté pacifiquement pour demander d'assouplir les règles de quarantaine, dans un contexte où une partie de la population souffrait de la faim et n'avait pas accès à l'assistance nécessaire. Les manifestant·es ont finalement obtenu un accord avec les autorités locales après 10 jours de résistance face à la police, armée de gaz lacrymogènes et tirant des balles en caoutchouc.⁶⁵ Au Honduras, un décret⁶⁶ a instauré l'état d'urgence pour restreindre le droit constitutionnel à la liberté d'expression non censurée. Toutefois, face à la pression des médias et associations de presse du pays ainsi qu'au recours de 21 organisations de la société civile, le gouvernement a rétabli la garantie des droits constitutionnels⁶⁷. Au Kenya, des protestations de grande ampleur ont entraîné la mise à pied de plusieurs agents de police et des enquêtes pour meurtre liées à la mort d'une dizaine de personnes à la suite de violences policières lors de l'application des couvre-feux⁶⁸.

D'autres exemples d'abus de pouvoir et d'atteintes aux droits ont été documentés par l'outil REAct (dRoits, prEuve, ACTion)⁶⁹, une base de données utilisée par de nombreuses organisations de soutien aux personnes séropositives. CYSRA-Uganda s'est servi de REAct pour rendre compte de cas de « violences basées sur le genre et d'atteintes aux jeunes touché·es par le VIH au cours de la pandémie »⁷⁰. En Ukraine, l'Alliance for Public Health s'est appuyée sur REAct et a établi le constat suivant : « Nous avons observé que la plus grande partie des violations étaient exercées par les médecins, puis par la police. Nous traitons chaque situation en interne au cas par cas. Mais cela est lié à la propagation de la COVID-19. Dans la plupart des cas, il s'agissait du refus de prendre en charge des services. D'autres pays ont également connu de violentes atteintes aux droits en raison du statut sérologique VIH des patient·es. »⁷¹

Le plaidoyer en faveur de politiques adaptées aux besoins concrets a inclus l'amélioration de l'accès numérique dans des zones à revenu faible (voir la [Section 3.3.5](#)) et la gestion de la recrudescence des violences domestiques (voir la [Section 3.3.2](#)).

Le plaidoyer pour de nouvelles normes sociales s'est principalement concentré sur les violences basées sur le genre.

3.3.5 Amélioration de l'accès numérique

L'accès numérique est devenu essentiel pour de nombreux aspects de la vie pendant la pandémie. Sa nécessité elle-même a donné lieu à de nouvelles formes de mobilisation. La collecte de fonds est passée au numérique pour des initiatives telles que la distribution de nourriture à Kibera (voir la [Section 3.3.1](#)). La mise en place de stratégies s'effectue désormais en ligne, tout comme l'organisation des manifestations. L'accès au numérique n'est pas seulement un moyen pour agir, mais également un droit à défendre en lui-même. Par exemple, les mouvements sociaux en Argentine ont commencé à être plus attentifs à la connectivité et aux difficultés d'accès à Internet lorsque l'éducation virtuelle a mis en évidence les inégalités dans ce domaine. Plus de 45 % des ménages dans les quartiers populaires de Buenos Aires n'avaient pas accès à Internet. Le mouvement social Libres del Sur a organisé un sit-in et d'autres initiatives pour exiger le Wi-Fi gratuit dans les quartiers, ainsi que la fourniture d'ordinateurs pour les étudiant·es⁷². Certaines OSC ont travaillé à renforcer les capacités des groupes marginalisés pour maximiser leur accès au numérique. Par exemple, au Liban, MENA Rosa⁷³ travaille spécifiquement avec les femmes affectées par le VIH en Afrique du Nord et au Moyen-Orient :

Un grand nombre de femmes vivent dans des zones reculées. Nous leur avons donc demandé de participer à des événements en ligne, afin d'être davantage en contact avec elles. C'est une bonne et une mauvaise chose. Au niveau du secrétariat, cela nous a donné plus de visibilité

et nous a permis d'assister au webinaire pour élargir nos opportunités. Nous pouvions promouvoir des thématiques et discuter des femmes et des travailleurs/euses du sexe. Mais dans le même temps, certaines personnes étaient laissées pour compte, car elle n'avait pas les capacités, l'éducation ou les connaissances nécessaires pour participer. Nous avons organisé des sessions sur l'utilisation de Zoom et Skype. Mais il est toujours possible d'aller plus loin.

MENA Rosa, Liban et reste de la région

Dans le cas du VIH, il était essentiel de maintenir l'accompagnement psychologique et le suivi du traitement pendant la pandémie. L'émergence des services de santé en ligne a servi d'appui. Cependant, la COVID-19 a provoqué de nombreux déplacements forcés. Par exemple, des jeunes appartenant à des groupes sensibles atteints du VIH ont dû quitter les villes pour retourner vivre avec leur famille en zone rurale. La révélation de leur séropositivité ou de leur orientation sexuelle dans ces situations peut poser des problèmes graves lorsque les familles ne les soutiennent pas. De plus, il peut être plus difficile d'avoir accès aux infrastructures et à la confidentialité nécessaires pour recevoir une aide numérique.

3.3.6 Développement des capacités

La nécessité d'établir des stratégies différemment pour la mobilisation de la société civile a donné lieu à des opportunités de développer de nouvelles capacités parmi les OSC. Des formations spécifiques ont émergé dans des domaines techniques, notamment l'utilisation des technologies en ligne, la sécurité informatique et les réseaux sociaux. De plus, les organisations ont organisé des sessions pour discuter de la faisabilité de l'élargissement de la portée de la coordination, des actions créatives, de la démocratie interne et de la diversité, ainsi que pour chercher des financements ou un accompagnement juridique. La South Asia Women's Foundation⁷⁴ s'est détournée des discussions présentielles pour la mise en place de stratégies et de la mobilisation afin de travailler intégralement en ligne. La transformation n'a pas été si facile. Par exemple, à Mumbai, un grand nombre de personnes n'ont pas accès à des téléphones portables. Il a fallu du temps pour que la fondation fasse passer la prestation de services et la mobilisation en ligne.

3.4 Expansion et innovation

3.4.1 Créativité entrepreneuriale

La créativité entrepreneuriale n'a pas tardé à émerger. En Inde, dès le 18 mars 2020, avant l'annonce du confinement dans le pays, environ 500 membres de la Self Employed Women's Association⁷⁵ ont produit un demi-million de masques pour les distribuer aux adhérentes, qui représentent plus de 1,7 million de travailleuses dans le secteur informel. Dans 24 États indiens, près de 65 000 femmes vivant dans des zones rurales engagées dans 15 000 groupes d'entraide⁷⁶ ont produit plus de 20 millions de masques à la date du 12 avril.⁷⁷ Ce modèle de production décentralisé a facilité la logistique d'approvisionnement des hôpitaux locaux et des patient-es. Bien que ces masques ne soient pas conformes au même titre que des EPI médicaux, ils ont répondu à un besoin immédiat⁷⁸.

Certaines activités ont émergé plus progressivement. Aux Philippines, Veggies for Good⁷⁹ a vu le jour sous la forme d'une réponse humanitaire au niveau familial avant de devenir une entreprise sociale. Elle relaie des produits issus de l'agriculture, notamment de la communauté Dumagat autochtone, pour les proposer à des familles en quarantaine dans des zones résidentielles. Elle y est parvenue en mobilisant des femmes démunies et des ouvriers déplacés, et en utilisant les réseaux sociaux pour adapter l'offre à la demande et coordonner les achats en ligne. Un an après sa création au début de la

pandémie, ses opérations quotidiennes étaient gérées par des mères de famille à revenu faible dans les zones urbaines. Elles leur offraient un moyen de subsistance alternatif ainsi qu'aux nombreux fournisseurs et leur famille ayant subi une quarantaine prolongée dans plusieurs régions comme Luçon et le Grand Manille. Cette initiative a également pu connecter directement les producteurs de légumes aux marchés de la capitale.

3.4.2 Mobilisations collectives non violentes

Les militant-es ont découvert une multitude de façons de protester pacifiquement. En Palestine, en avril 2020, des féministes ont organisé des actions aux balcons contre la recrudescence des violences basées sur le genre au cours de la pandémie⁸⁰. Des vidéos montraient des Palestinien-nés tapant sur des casseroles ou arborant des panneaux depuis leurs balcons en signe de solidarité envers les victimes de violences. Les militant-es pour le climat aux Pays-Bas ont collecté un millier de paires de chaussures⁸¹ et les ont disposées sur la place située devant la Chambre des représentants à La Haye, en protestation symbolique contre la crise climatique, alors que les rassemblements publics n'étaient pas autorisés. À Singapour, de jeunes militant-es pour le climat appartenant au mouvement international de grève des étudiant-es Fridays for Future ont organisé des actions solitaires en avril 2020 en raison des restrictions limitant les rassemblements pacifiques⁸². En juin 2020, des groupes de défense des droits humains ont organisé des interventions pacifiques visant à dénoncer l'étendue de la crise de la COVID-19 au Brésil⁸³. Par exemple, à Brasilia, des manifestant-es ont érigé 1 000 croix en hommage aux victimes de la COVID-19 sur les espaces verts faisant face aux principaux bâtiments officiels du gouvernement, dénonçant l'inaction du président Jair Bolsonaro pour traiter la gravité de la pandémie⁸⁴.

3.4.3 Organisation numérique

L'accélération du recours au numérique et de l'innovation a ouvert la voie à de nouvelles façons d'agir, parfois plus pertinentes. L'adoption du numérique et la présence en ligne se sont développées à un rythme plus rapide dans les environnements professionnels et en dehors. Elles se sont manifestées par la numérisation des services⁸⁵ et le renforcement de la présence en ligne, pour assurer le travail à distance, le commerce en ligne, les services de santé en ligne et les paiements électroniques⁸⁶. La technologie a étendu la portée des relations avec les utilisateurs/trices et les autres parties prenantes⁸⁷.

Les mobilisations citoyennes ont fait monter en flèche l'usage des outils numériques pour la prestation de services et ont créé de nouveaux espaces sociaux. Les outils en ligne ont permis d'optimiser l'efficacité de la coordination, en donnant lieu à de nouvelles opportunités pour le développement de coalitions. Par exemple, parmi les initiatives innovantes nées pendant le confinement, on retrouve la campagne #ShareTheWifi⁸⁸ en Espagne, où des cybermilitant-es ont diffusé des instructions pour permettre aux particuliers de partager leur Wi-Fi en toute sécurité avec les voisin-es qui en ont besoin. On peut citer également la distribution de radios gratuites à énergie solaire utilisées à des fins éducatives au Kenya⁸⁹. Les espaces numériques ont permis à de multiples mouvements, organisations et communautés de mobiliser les personnes, de promouvoir le changement, de collecter des ressources et de proposer et d'établir collectivement des stratégies. Par exemple, un militant népalais a diffusé sa marche de protestation de 167 km⁹⁰ sur Facebook ; des travailleurs/euses domestiques ont formé un syndicat⁹¹ via WhatsApp au Brésil ; la population Xinka au Guatemala a adopté des outils en ligne, en plus de ses pratiques ancestrales, pour organiser sa lutte contre les sociétés minières⁹². Des influenceurs/euses sur les réseaux, des musicien-nés, des poètes et poétesses, des peintres, des militant-es engagé-es dans des thématiques sociales et politiques, ainsi que des célébrités du milieu du sport et de la télévision ont utilisé leurs talents et les plateformes en ligne pour communiquer avec des millions de personnes au profit d'un changement social positif. En Afrique du Sud, le réseau NACOSA a collaboré avec des influenceurs/euses sur Instagram pour partager des informations essentielles sur la COVID-19 et les services de santé auprès des jeunes et des communautés atteintes du VIH.

Cependant, du fait du bouleversement de la communication de masse due à l'utilisation accrue des réseaux sociaux qui accélèrent également la circulation des informations, les *fake news* et la désinformation se sont également propagées. La dépendance des populations par rapport aux réseaux sociaux a aussi permis aux gouvernements répressifs de restreindre plus facilement l'espace civique, de faire taire les opinions adverses et d'exercer un contrôle autoritaire⁹³. Comme l'ont résumé Nampoothiri et Artuso, « dans dix pays africains, la pandémie a été utilisée comme excuse pour renforcer la surveillance de l'État, récupérer la désinformation et les *fake news* liée à la COVID-19 à des fins politiques, mettre en place des coupures d'Internet, introduire des lois mettant à mal le droit à la protection de la vie privée, les droits et les libertés en ligne, et faire taire les opinions adverses des critiques et opposant·es »⁹⁴.

La capacité d'action numérique s'est transformée rapidement, pour redéfinir en continu qui était en mesure de s'engager. Le fossé numérique reste un problème fondamental au cours de la pandémie : il sépare les personnes qui ont ou n'ont pas accès à la technologie, aux compétences, au niveau de connaissances et au vocabulaire nécessaire pour interagir en ligne. Cependant, une fois ces obstacles abattus, la pandémie a ouvert de nouvelles opportunités de participer à des conversations plus larges. Les populations en milieux ruraux et les personnes handicapées ou ayant des responsabilités de soins ont pu accéder à plus d'opportunités pour s'engager que par le passé. Les tensions se poursuivront inévitablement, alors que les organisations négocient non seulement les enjeux de la mobilisation en face à face ou en ligne, mais aussi la coopération avec différents profils et la recherche de moyens de réduire les inégalités.

3.5 La relation entre les États et la société civile

Dans de nombreux contextes, la pandémie a modifié la relation entre les citoyen·nes et les États. De nouveaux acteurs ont émergé et les dynamiques de pouvoir ont été bouleversées. À l'heure où la pandémie continue de faire des victimes à travers le monde, ces relations sont toujours en évolution ; cependant, notre recherche a constaté une tendance importante. La société civile est intervenue en renfort, pour coordonner ou pour mettre en place la prestation des services qui ne pouvaient être assurés par les gouvernements. Avec le rôle plus important de la société civile pour répondre aux besoins immédiats des citoyen·nes, la perspective et les attentes des personnes vis-à-vis du gouvernement pourraient changer. Ainsi, certains gouvernements pourraient se sentir libres de se positionner eux-mêmes dans un rôle de supervision et de coordination, plutôt que dans la prestation des services.

Nous avons observé l'absence manifeste des États dans des régions sous le régime de gouvernements faibles, ou encore dans des territoires marginalisés, tels que les zones disputées, les zones de conflits, les îles reculées ou les bidonvilles. Les gouvernements les plus solides ont également été mis à l'épreuve par l'étendue extrême des besoins, comptant par endroit sur la société civile en renfort ou pour mettre en œuvre l'aide du gouvernement, ou collecter les données si besoin. Le rôle joué par les régimes autoritaires était plus central, bien que la société civile ait été livrée à elle-même pour gérer indépendamment des domaines non prioritaires aux yeux du gouvernement. Parmi ces domaines, on retrouve souvent la santé mentale, les violences domestiques et le soutien des personnes atteintes du VIH/SIDA, et d'autres besoins liées à des maladies de longue durée. De nombreuses études de cas ont démontré comment la société civile, sous son ancienne ou sa nouvelle forme, dans le secteur formel ou informel, est intervenue pour répondre à ces besoins négligés⁹⁵.

Dans les régions affectées par des conflits, l'État est souvent absent ou prédateur, et la société civile et les groupes communautaires avaient déjà l'habitude d'agir en tant que premiers intervenants. La COVID-19 a renforcé ce rôle. Elle leur a accordé un pouvoir additionnel et plus d'autorité. Les organisations confessionnelles, les autorités coutumières, les groupes d'entraide et les organisations de défense des droits des femmes bénéficient de relations de confiance avec les communautés. Dans de nombreux cas, elles sont désormais plus impliquées dans la prestation de services.

Dans certaines régions, l'État a utilisé la pandémie pour renforcer la centralisation du contrôle, avec des confinements et des restrictions stricts. Certains États ont également lutté contre⁹⁶ des OSC via une surveillance, des réglementations et des conditions d'inscription plus strictes. Ces mesures ont incité les citoyen·nes à agir par le biais de manifestations, de coalitions et de grèves. Face à la nouvelle organisation numérique des actions civiques, les gouvernements se sont adaptés, avec un renforcement des restrictions sur l'activité en ligne.

Au cours des dernières décennies, de nombreuses OSC s'étaient progressivement tournées vers le plaidoyer et les campagnes, en demandant aux gouvernements d'assumer la responsabilité de la prestation des services qu'elles assuraient auparavant. Par conséquent, la pandémie a déclenché un retour au schéma d'origine. La Fondation Carnegie⁹⁷ affirme que cette évolution a renforcé la légitimité des OSC auprès des populations locales. Notre recherche illustre un nouveau retournement dans cette évolution. Dans certains cas, les organisations recouraient à la prestation de services comme point d'entrée et de contact. Elles bénéficiaient d'une meilleure coordination entre elles et les individus engagés dans des causes similaires. Dans ces situations, la prestation de services est devenue une opportunité de développement de coalitions pour des activités de plaidoyer au fur et à mesure que la pandémie perdait du terrain.

3.6 Le rôle de l'aide venant de l'étranger et des communautés locales

Ce projet s'est concentré sur l'exploitation des formes de capacité d'action qui ont émergé ou gagné en visibilité en réponse à la pandémie. La problématique était également de savoir comment ces processus peuvent être soutenus depuis l'extérieur, via une aide, un soutien politique ou l'apprentissage mutuel.

D'après la majorité des groupes thématiques, la réponse du système d'aide n'a pas été à la hauteur. Les participants ont décrit les institutions d'aide et leurs mécanismes comme étant rigides, lents et incapables de s'adapter aux contextes en évolution rapide.

La localisation a été l'un des exemples les plus flagrants. Bien avant la pandémie, le système d'aide international s'est engagé à transférer plus de ressources et de pouvoir de décision aux organisations locales et nationales. L'initiative paraissait plus juste moralement et potentiellement plus efficace.

Lorsque la pandémie de COVID-19 a touché le monde entier, les efforts accomplis en matière de localisation ont payé. Par exemple, Chris Roche, professeur dans le secteur du développement à l'université La Trobe, a remarqué : « *Dans la région Pacifique, il est clair que les investissements précédents dans la capacité d'action et les relations locales se sont montrés payants en termes de résilience renforcée par la confiance. Les organisations qui se sont adaptées rapidement sont celles qui disposaient du personnel local le plus qualifié, lui-même pouvant compter sur des alliances et des réseaux précieux prêts à être mobilisés.* »⁹⁸

La pandémie a également forcé une certaine forme de localisation. Les responsables de l'aide internationale ne pouvaient pas se déplacer, ce qui a laissé peu d'autres options que de devoir transférer plus de ressources aux organisations locales. Un programme de recherche, destiné à tirer des leçons des initiatives d'aide locale face à la COVID-19 dans plusieurs îles du Pacifique⁹⁹, a constaté qu'en l'absence d'expatrié·es dans le secteur de l'aide, ces populations insulaires profitaient d'un environnement de travail plus harmonieux culturellement, offrant des approches plus adaptées au niveau relationnel et culturel. Ces personnes pouvaient se réunir pour discuter dans les langues locales, avec l'intégration plus systématique de prières au début et à la fin des rencontres, généralement moins formelles. Les intervenant·es locaux et locales pouvaient discuter dans une atmosphère plus détendue, en riant davantage et sans avoir le sentiment d'être surveillé·es. De plus, les habitant·es des îles du Pacifique ont indiqué que l'équilibre entre le travail et la vie privée n'était plus autant un sujet à négocier,

par exemple en raison de l'accueil plus naturel des enfants dans les bureaux après l'école. De meilleurs niveaux de communication et de collaboration ont été également remarqués au sein du personnel local dans les organisations et entre elles, avec moins de concurrence entre les équipes¹⁰⁰.

Cependant, nous n'avons pas pu déterminer si le système d'aide reviendra à l'organisation précédente après la pandémie. Il est soumis à ses propres problématiques institutionnelles, comme les procédures de gestion des risques (conformité et sauvegarde), qui ont conduit par le passé à maintenir les finances et le pouvoir entre les mains du personnel des sièges des ONG internationales établis dans les pays plus riches. Au cours du webinaire ayant résumé une partie de nos recherches sur six mois, certain-es commentateurs/trices ont remarqué la volonté des ONG internationales de comprendre les initiatives au niveau local, sans toutefois accorder les ressources nécessaires à cette initiative : *« Une année après le début de la réponse à la COVID-19, nos partenaires ne voient aucun problème à profiter des données sans y mettre le prix. On retrouve ainsi les anciennes méthodes bureaucratiques : la méfiance et l'exploitation des connaissances. »*¹⁰¹

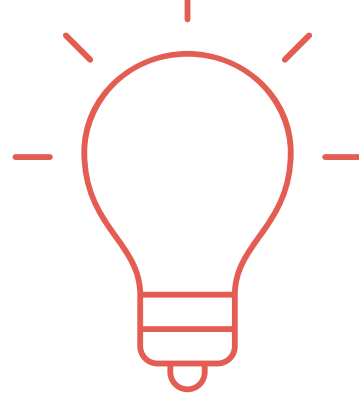
La pandémie sert aussi d'exemple et permet aux bailleurs de fonds et aux partenaires dans les pays plus riches de réfléchir aux relations entre les OSC formelles et l'action sociale. Les OSC en Asie du Sud-Est ont signalé des perturbations de leurs activités dues aux restrictions en matière de déplacement, des contacts limités avec les équipes locales en raison du fossé numérique, un manque d'agilité en raison de la rigidité du financement et un soutien financier réduit pour les équipes chargés du plaidoyer¹⁰². De la même façon, une enquête sur l'impact de la COVID-19 réalisée auprès de 1 000 organisations de la société civile africaines a révélé que 55,69 % des participant-es avaient déjà fait face à une baisse de financement, alors que 66,46 % prévoyaient que cela arriverait au cours des trois à six mois à venir^{103,b}. Pour les OSC chargées de la réponse au VIH, le financement a également été un problème majeur. Les organisations ont souvent été forcées de rechercher des fonds additionnels afin d'assurer les adaptations nécessaires face à la COVID-19, par exemple pour apporter de la nourriture ou des compléments aux communautés. Elles ont également pu se retrouver à mettre fin aux projets en cours faute de ressources¹⁰⁴.

En parallèle, pour les plus grandes organisations, la flexibilité des bailleurs de fonds représentait un atout majeur pour la réaffectation rapide des projets au cours de la pandémie de COVID-19, souvent au profit du renforcement de l'aide humanitaire. Certains bailleurs de fonds ont fourni des « fonds réactifs », indépendants des autres flux de financements, destinés aux interventions ciblées pour traiter des problématiques liées à la COVID-19. Cependant, certaines OSC ont également signalé que les bailleurs de fonds tardaient à transférer les financements ou à signer les contrats. De plus, le traitement administratif requis pour documenter les changements dans les budgets a renforcé la pression sur les organisations à une période où elles devaient déjà gérer nombre de problèmes supplémentaires. C'était surtout le cas lorsque les bailleurs de fonds n'avaient pas d'expérience dans le financement de l'aide humanitaire.

Cette recherche démontre une explosion de l'activisme local au cours de la pandémie. Celui-ci est souvent dirigé par les communautés locales et les réseaux informels, les groupes d'entraide, les associations de voisinage et les organisations communautaires. Ces groupes ont été capables de se mobiliser et de réagir lorsque les OSC plus importantes ou formelles ne le pouvaient pas, probablement paralysées par le fardeau bureaucratique et les exigences de reporting du système d'aide.

b Il est difficile d'établir à quel point ces éléments sont directement influencés par la COVID-19 ou s'ils sont une conséquence de la baisse des dons destinés aux budgets d'aide pour d'autres raisons, les bailleurs utilisant la COVID-19 comme une justification pratique.

4. Réflexions transversales



Plusieurs thématiques ont émergé parmi les différentes initiatives considérées par les groupes :

- L'agilité des initiatives locales
- La confiance comme base pour l'action sociale
- Le développement de coalitions
- L'émergence de nouveaux et nouvelles leaders
- La réalité derrière l'épuisement
- Les aspects négatifs de l'expansion et de l'innovation numériques

4.1 Les acteurs locaux ont apporté des solutions plus rapides et pertinentes

Au cours de la pandémie, les facteurs géographiques ont favorisé la localisation. Les communautés sont parvenues à surmonter les défis rencontrés par les plus grandes organisations dans l'incapacité de pallier la distance et qui ne pouvaient se reposer que sur les outils numériques. En utilisant leurs connaissances des communautés locales, ces réseaux et organisations ont pu développer de nouvelles stratégies pour la prestation de services, grâce à l'entraide sous de nombreuses formes. Une OSC travaillant au contact des personnes LGBTQIA+ a fait état d'initiatives communautaires fortes au cours de la pandémie :

Sur le terrain, nous avons constaté l'action collective de la communauté pour contourner les problèmes. Les personnes qui ont déménagé sont allées s'installer chez un-e ami-e ou un-e cousin-e : la communauté était impliquée. La COVID-19 a imposé l'esprit de communauté. Les gens assuraient des services pour les autres. Nous avons vu des personnes perdre leur travail, ce qui les a obligées à trouver des alternatives pour joindre les deux bouts. La colocation a été l'une des solutions, et l'esprit de communauté s'est installé.

Représentant-e de Rock of Hope, Eswatini¹⁰⁵

La proximité des OSC avec leurs communautés a grandement facilité la rapidité de leurs interventions ciblées. Cela s'est remarqué avec les communautés et les groupes d'entraide indiens, en particulier les groupes de productrices. Ils ont pu relier les exploitant-es et les consommateur/trices au niveau local afin d'assurer l'autosuffisance des communautés. D'autres groupes ont pu identifier les vulnérabilités dans leurs villages dans le but d'octroyer des budgets pour l'approvisionnement en médicaments et en nourriture des personnes dans le besoin¹⁰⁶.

De nombreuses OSC ont cherché des alternatives au partage des informations dans les zones où l'accès numérique était précaire. Par exemple, dans les favelas brésiliennes, les organisations

médiatiques locales ont aidé à sensibiliser les populations aux règles de distanciation sociale et d'hygiène pour éviter la propagation de la COVID-19 en utilisant des bannières dans les espaces très fréquentés, ou encore des annonces depuis des voitures, parmi d'autres initiatives en ligne et hors ligne¹⁰⁷. En Ouganda, des haut-parleurs étaient attachés aux arbres près du centre des villages pour fournir des recommandations sanitaires à jour¹⁰⁸. Pour les personnes qui n'avaient pas de smartphones, des messages de santé étaient envoyés par SMS au Kenya et en Eswatini¹⁰⁹.

Pendant la pandémie, les acteurs locaux et les autres groupes non étatiques ont pu obtenir des fonds de sources locales/en dehors de l'aide des grandes organisations (par exemple, la *zakat*¹¹⁰, ou les contributions des classes moyennes ou des diasporas). Les organisations locales ont utilisé des solutions simples et à petit budget pour l'entraide et ont eu recours à la collecte de fonds en ligne ou autres. Par exemple, nos partenaires aux Philippines ont signalé que l'initiative des réserves alimentaires communautaires, économique et facile à mettre en place, s'est étendue à plusieurs endroits après que les groupes locaux se sont inspirés d'une première idée lancée dans le Grand Manille¹¹¹. Des collectes de fonds en ligne ont été initiées par la communauté LGBTQIA+ à Berlin, où des clubs et des artistes affecté-es par les confinements ont cherché à rassembler des ressources en solidarité envers leur communauté¹¹². Cela a ouvert la possibilité de privilégier des sources de financement locales pour l'activisme, potentiellement en complément de petits apports en provenance d'une aide plus agile et localisée (par exemple, Religions for Peace et leur Fonds humanitaire multiconfessionnel)¹¹³, à plus forte raison lorsque des lois plus contraignantes font obstacle aux financements extérieurs à destination des organisations locales.

Au niveau national, la pandémie a démontré la valeur des programmes de protection sociale. Lorsqu'un système est déjà en place pour la distribution de nourriture ou de fonds, il est plus facile d'intensifier le soutien en cas d'urgence. À l'inverse, monter tout un système en plein milieu d'une pandémie s'avère plus difficile. Cela s'applique pour les États comme pour la société civile. Les OSC disposant de réseaux de distribution en place étaient plus à même d'intensifier leurs efforts pour répondre aux besoins pendant la crise.



Life Cycles PH a fait don de vélos, ainsi que de casques, d'antivols, de feux arrière et de bouteilles d'eau au centre médical Tri-City à Pasig, en mai 2020. Crédit photo : Life Cycles PH

4.2 La confiance influence la réponse à la crise sanitaire

La COVID-19 a renforcé l'importance des réseaux de confiance existants dans certains contextes, tout en alimentant l'exploitation politique de la méfiance envers autrui (la stigmatisation et la désignation de boucs émissaires se sont retrouvées dans la plupart des pandémies par le passé, et la COVID-19 ne

fait pas exception)¹¹⁴. La pandémie a également donné lieu à de nouveaux cycles de développement de la confiance, et de nouveaux réseaux et coalitions se sont établis dans le cadre d'initiatives civiques.

Avec le bouleversement des contacts du fait de l'isolement des individus, de la répression des États ou de la pauvreté subite, les personnes se sont tournées vers la réciprocité et la sécurité de leurs réseaux de confiance : leur famille, leurs ami-es, leur clan, leur tribu et leurs allié-es.

La confiance entre les individus et les institutions est devenue un facteur invisible du déroulement des événements. Au Salvador, certaines organisations confessionnelles ont établi des relations avec des acteurs locaux associés à des actes de violence pour pouvoir distribuer de la nourriture et apporter une aide dans les quartiers les plus pauvres. Parmi ces groupes violents, de nombreuses personnes avaient de la famille dans ces organisations confessionnelles, ce qui a permis d'accéder aux populations ciblées. En parallèle, d'autres organisations confessionnelles ont établi des relations directes avec les autorités nationales, ce qui met en valeur leurs liens de confiance¹¹⁵.

Le développement de la confiance sociale détermine la légitimité publique des institutions et leur capacité à persuader les personnes de prendre les bonnes décisions, par exemple pour la vaccination et l'isolement. Pour reprendre les mots de l'organisation des veuves kényanes : « *Les veuves apportent lumière et espoir au sein des communautés. Elles sont devenues un pilier, les personnes auprès desquelles on vient chercher de l'aide. Nous sommes le ciment social de la société. Les femmes leaders locales interviennent, viennent en assistance, offrent du soutien, mettent en place le microfinancement, organisent des réunions chez elles et envoient de la nourriture dans les villes, à leurs familles.* »¹¹⁶

De la même façon, les personnes séropositives occupent elles-mêmes une place centrale dans le maintien du soutien et des soins aux personnes touchées au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en RDC, au Kenya et dans bien d'autres pays, au travers de ces réseaux de confiance. Par exemple, au Zimbabwe, l'OSC ZLCDN a déclaré : « *La pandémie se poursuit, et personne ne sait quand nous en sortirons. De mon point de vue, les gens n'essaient pas de compter sur une aide extérieure. J'observe une situation où les personnes doivent avoir plus d'autonomie pour pouvoir répondre à leurs propres besoins en toutes circonstances lorsque les organisations extérieures sont inaccessibles.* »¹¹⁷

Les mesures prises face à la COVID-19 et à d'autres événements politiques semblent avoir réorienté la confiance en faveur des organisations communautaires formelles et informelles plutôt qu'envers les acteurs de l'aide formels (bailleurs de fonds et ONG internationales). De nouveaux liens de confiance se sont créés via de nouveaux exercices de développement des coalitions, pour potentiellement établir un capital politique et social suffisant pour changer les choses, par exemple, lorsque la confiance établie via la prestation de services donne lieu à des opportunités en faveur du plaidoyer et du changement systémique.

Cependant, la confiance n'est pas si facilement acquise et se mérite, comme l'a constaté le Hormoud Women's Forum dans le camp de personnes déplacées internes de Barwaaqo en Somalie. Malgré leur élection au sein de leur communauté, les 20 membres du forum ne sont pas tout de suite parvenu-es à convaincre les personnes déplacées d'appliquer les protocoles de prévention de la COVID-19 :

La méfiance envers le leadership et les rumeurs affirmant que les leaders recevaient une compensation financière d'agences externes pour leur travail ont incité la communauté de Barwaaqo à ne pas prendre au sérieux la prévention contre la COVID-19 dans un premier temps... Le groupe de femmes a frappé sans relâche à la porte des personnes pour informer de l'importance des gestes barrières et distribuer du savon et des masques [issus de dons]... Le groupe s'est concentré sur la protection des personnes les plus âgées et des malades dans le camp, en raison de leur vulnérabilité. Au fil du temps et lorsque les effets de la pandémie se sont fait sentir à Barwaaqo, la communauté a commencé à être plus à l'écoute des initiatives [du forum].

Abdiaziz, 2021¹¹⁸

Le partage de récits, la documentation des succès (et des échecs) ainsi que la promotion des interactions régulières ont été importants pendant la pandémie pour la santé mentale de nombreuses personnes travaillant au sein d'OSC. Pour Alliance India, œuvrant auprès de populations vulnérables affectées par le VIH et d'autres maladies, « *partager nos histoires a été une source de motivation pour les autres. Les témoignages se sont multipliés sur WhatsApp dans plusieurs régions du pays. Ils ont eu un effet salvateur, pour faire face aux peurs et préserver la santé mentale. Les gens avaient arrêté d'effectuer des tests de la charge virale du VIH ou d'autres examens et dépistages. Les retours positifs les ont encouragés à se faire tester, et les réseaux sociaux ont été très utiles dans ce sens.* »¹¹⁹

Au Mexique, les collectifs féministes, tels que le groupe de militant·es hacktivistes Luchadoras¹²⁰, ont coordonné des discussions et des débats sur la façon dont les mesures mises en place pour contrôler la pandémie ont influencé et aggravé les inégalités socioéconomiques, politiques, géographiques et de genre. Malgré la distanciation sociale, ils ont constaté que les liens émotionnels et la confiance se sont établis en partageant des récits, des témoignages d'expériences de la violence, des émotions et des impressions sur la quarantaine¹²¹.

4.3 La pandémie comme « ciment social » pour le développement de coalitions

La pandémie a incité les réseaux de militant·es et les organisations à collaborer et à créer des coalitions au sein de la société civile et avec des entreprises pour organiser des initiatives à plus grande échelle et plus coordonnées. Une coalition de 30 ONG appelée Rapid Rural Community Response¹²² a participé à apporter des solutions adaptées en Inde. Plus de six millions de familles dans 12 États et un réseau de plus de 10 000 groupes d'entraide de femmes ont collecté des données à propos des populations les plus vulnérables, comme les travailleurs/euses migrant·es, et ont collaboré avec les gouvernements locaux et d'autres organisations pour assurer l'accès à un abri, de la nourriture et une aide médicale immédiats aux personnes dans le besoin.¹²³ Le Delhi Relief Collective¹²⁴, une association informelle composée d'ONG et de bénévoles, a utilisé les réseaux sociaux et les plateformes de messagerie instantanée pour rassembler et communiquer des informations sur le travail humanitaire. Il a pu générer une base de données de bénéficiaires cibles, ainsi qu'une liste de mesures et d'informations au niveau des politiques dans le contexte plus large de la crise alimentaire (et migratoire) grandissante. Le collectif a utilisé ces connaissances afin d'établir une approche basée sur les droits autour des conséquences du confinement pour les travailleurs/euses migrant·es et du secteur informel. L'objectif était de concentrer l'attention politique et médiatique sur la situation et de promouvoir des mesures sanitaires d'urgence¹²⁵.

Les coalitions utilisent les avantages comparatifs de différents groupes pour en aider un autre. Les initiatives comme Cape Town Together¹²⁶ en Afrique du Sud ou *Frena la curva*¹²⁷ (« Freiner la tendance ») en Espagne sont des exemples de réactions communautaires par les militant·es, les organisations, les entrepreneurs/euses et les « laboratoires » urbains pour sensibiliser, renforcer la solidarité et fournir des services essentiels. De telles coalitions ont rapproché les initiatives formelles des initiatives informelles de la société civile, mobilisées ensemble pour faire face à la pandémie.

Les coalitions se sont émancipées des normes dans certains contextes. En Afrique du Sud, en dehors de quelques exceptions, les groupes de la société civile n'avaient pas pour habitude de coopérer sur des objectifs communs, d'après l'anthropologue Kelly Gillespie :

On retrouve certaines tentatives de développement de coalitions après l'apartheid. Aucune n'a réellement fonctionné. Souvent, elles se désagrègent en l'absence de projets spécifiques sur lesquels coopérer. Le plus intéressant au sujet de la pandémie, [...] c'est l'émergence naturelle de groupes de travail autour de problèmes particuliers. Au sein de ces groupes, certaines personnes

avaient travaillé ensemble par le passé, mais ce n'était pas le cas pour un grand nombre. Beaucoup ne se sont pas impliqués du fait de convictions progressistes les poussant à venir en aide aux communautés défavorisées et de la classe ouvrière. Le moment auquel est survenue cette crise et les bénéficiaires de la coalition ont joué un rôle pour amener les personnes à se réunir afin de coopérer malgré les différences.

Kelly Gillespie, maîtresse de conférence, Université du Cap-Occidental¹²⁸

4.4 Nouveau leadership

De nouvelles et nouveaux leaders sont intervenu-es avec une expérience limitée voire inexistante, en partie en raison de l'importance croissante de l'engagement des jeunes et de l'activisme parmi les groupes et réseaux informels. Il est probable que cela s'avère être un effet positif de la pandémie sur le long terme : une nouvelle génération de leaders forgée par la crise de la COVID-19, une expérience susceptible de façonner le leadership pour les années à venir. Il reste à savoir si ce leadership sera plus engagé dans la prestation de services que celui de la génération précédente, et quel sera son rapport à l'aide extérieure et aux OSC formelles.

La jeunesse à l'aise avec l'usage du numérique a exploité ses connaissances dans ce domaine pour élaborer des solutions innovantes au cours de la pandémie (comme indiqué dans la **Section 3.4.3**). Ces militant-es ont su mieux comprendre les problèmes rencontrés par les communautés de jeunes au cours du confinement, et ont pu adapter leur rôle pour leur venir en aide avec des idées neuves. Par exemple, en Ouganda, un jeune militant travaillant avec des pair-es atteint-es du VIH a décidé de livrer à vélo des traitements antirétroviraux à celles et ceux qui en ont besoin. Pour cela, il parcourt jusqu'à 50 kilomètres par jour pour faire ses livraisons¹²⁹.

Les jeunes leaders sont aussi devenu-es plus présent-es au sein des organisations confessionnelles. Au Kenya, un jeune militant de l'équipe médiatique des jeunes de Religions for Peace s'est lancé dans l'aventure des réseaux sociaux pour partager des informations fiables sur le virus et lutter contre la désinformation auprès d'un public plus vaste¹³⁰.

4.5 La réalité de l'épuisement, du stress et de la pression financière

L'idéalisation des héros et héroïnes du quotidien, qui ont sacrifié leur temps et leur énergie pour nourrir, protéger et accompagner leurs semblables et gagner leur vie, a tendance à effacer la fatigue accablante et le stress que beaucoup ont pu subir. Même si des initiatives et des organisations locales ont pu s'investir pour combler les manques pendant quelques semaines voire quelques mois, au bout de 18 mois (lorsque cette recherche a pris fin), beaucoup de ces personnes étaient affaiblies par leur engagement. Ce stress a été provoqué par les inquiétudes financières dues à l'augmentation des besoins et à la raréfaction des sources de revenus. La pression émotionnelle des responsabilités de soin et de leadership est également en cause. Les femmes, y compris celles impliquées dans les mobilisations communautaires, ont fait face à une augmentation des abus sexuels. Le stress est naturellement exacerbé dans les contextes fragiles en proie à des crises multiples, tels que les conflits et les catastrophes naturelles.

L'alourdissement des responsabilités de soin inclut aussi la nécessité de nourrir plus de personnes dans un contexte où les options d'approvisionnement sont moindres. Beaucoup ont pris en charge les responsabilités d'autres personnes : les grands-parents s'occupent des enfants, les parents prennent le relais de l'école. Une toute nouvelle dimension de responsabilités a émergé, de nombreux/euses travailleurs/euses migrant-es perdant leur emploi du jour au lendemain, repartant chez eux/elles à pied et devant compter sur des inconnu-es pour être nourri-es. Lorsque le personnel soignant tombe malade,

d'autres doivent s'occuper d'eux. Souvent, les soignant·es doivent gérer leur propre maladie seul·es.

Ruqiya est une membre du Hormoud Women's Forum dans le camp de personnes déplacées internes de Barwaaqo en Somalie. Lorsqu'elle a commencé à présenter des symptômes du virus, elle l'a signalé aux collègues de son groupe, afin qu'elle et sa famille puissent recevoir un soutien immédiat. Le groupe a collecté de l'argent parmi ses propres membres et appelé un taxi pour amener Ruqiya dans un lieu où elle pourrait s'isoler. Ruqiya considère que son statut de membre [du groupe] lui a probablement sauver la vie et celle de ses proches. Pendant que Ruqiya s'isolait en dehors du camp, sa famille a été mise en quarantaine à son domicile pendant 10 jours et a reçu le soutien direct du groupe de femmes, qui lui a livré de la nourriture et de l'eau.

Abdiaziz, 2021¹³¹

La pandémie a entraîné une recrudescence des violences domestiques et basées sur le genre, une hausse des grossesses chez les adolescentes et d'autres infections sexuellement transmissibles, du fait du manque d'accès aux services relatifs à la santé et aux droits sexuels et reproductifs. En Inde, des organisations partenaires de la South Asia Women's Foundation India ont indiqué que rester chez soi pendant de longues périodes donnait lieu à des exigences sexuelles plus agressives de la part des hommes, quelle que soit la période ou le contexte¹³².

Les leaders ont dû subir le stress de devoir trouver de nouvelles stratégies qui n'impliquent ni de rencontres en face à face ni de recours aux moyens numériques. Il y a également eu des réactions négatives (par exemple, en Somalie, les hommes pouvaient marquer leur refus face à des membres de l'initiative qui échangeaient avec des femmes de leur communauté)¹³³. Dans tous les cas, il a fallu assurer une nouvelle tâche de soutien envers les autres intervenant·es, comme dans le cas de Ruqiya, et créer un espace pour que les bénévoles en état de stress expriment leurs émotions, comme rapporté dans l'exemple de la distribution alimentaire à Kibera.

Toutes les innovations présentées par les OSC doivent être durables et faire l'objet d'une planification à long terme. La pression financière sur les organisations et les communautés, souvent masquée à court terme par le financement souple ou la reprogrammation, est susceptible de s'intensifier bientôt. Cela nécessite de prendre des décisions, notamment sur les priorités. Selon Alliance Public Health en Ukraine, la durabilité « doit faire l'objet de plus d'effort. Elle ne se matérialise pas par défaut. Il est essentiel d'assurer des changements positifs, mais il est [aussi] important d'investir. »¹³⁴

Le groupe thématique dédié à l'éducation a montré que, alors que les enseignant·es et les administrations des écoles ont été en première ligne pour adapter l'apprentissage au format en ligne et mettre en place des modalités d'enseignement hybrides, le recours à ces « innovations » numériques s'est fait par pure nécessité plutôt que par passion ou enthousiasme¹³⁵. La mise en place de cours en ligne et la préservation de la motivation et du bien-être des étudiant·es, souvent au moyen de ressources ou d'un soutien systémique insuffisants, ont été particulièrement éprouvantes pour de nombreux/euses enseignant·es ; ces efforts ont persisté tout au long de la pandémie, car il n'y avait tout simplement pas d'alternative.

4.6 Le recours au numérique risque de mettre à l'écart les plus vulnérables

Comme l'indiquait la **Section 3.4.3**, la pandémie a accéléré le recours aux canaux numériques et aux services en ligne. Cette transition peut améliorer l'inclusivité et la connectivité, et par conséquent, la vitesse et la portée de la collaboration et de l'organisation au sein de la société civile.

Face aux restrictions en matière de déplacement et la nécessité de s'adapter au numérique, la société civile et le secteur de l'aide ont expérimenté de nouvelles pratiques numériques. Le groupe thématique dédié à la consolidation de la paix a identifié que la plupart des acteurs dans ce domaine « *ont toujours présumé que la résolution des conflits devait se faire en face à face. Cependant, de nombreuses organisations ont adopté de nouvelles approches connectées, avec des espaces évoluant en ligne pour devenir plus inclusifs, par exemple via Facebook.* »¹³⁶

En raison de leur niveau de connaissances numériques relativement avancé, les jeunes ont été un groupe clé dans la réponse à la COVID-19¹³⁷. En Argentine, par exemple, RedTraSex a remarqué que les jeunes travailleurs/euses du sexe, qui n'étaient pas ordinairement impliqués-es dans le mouvement, ont davantage participé lorsque les activités et la coordination sont passées en ligne¹³⁸.

Toutefois, la transition vers le numérique a aussi ses désavantages. L'accélération de son adoption a renforcé la nécessité de disposer d'un niveau de connaissances numériques suffisant et d'un accès à Internet et aux technologies. Cela a renforcé les inégalités existantes et le risque d'isolement de certaines personnes. Le fossé numérique est intersectionnel, étant donné que l'accès et le niveau de connaissances suffisant pour exploiter les bénéfices des outils numériques varient selon le genre, le revenu, l'âge et le lieu de vie. La pandémie a donc renforcé les disparités, ce qui met en avant la nécessité de se mobiliser davantage sur ce problème¹³⁹.

Le passage à l'éducation en ligne et à l'apprentissage numérique est l'illustration de ces dynamiques. La transition vers l'éducation à distance a le potentiel d'accroître l'accès à l'éducation et d'améliorer la diffusion des ressources (telles que les cours magistraux en ligne) aux étudiant-es aux quatre coins du monde. Cependant, en parallèle, l'accès à ces ressources est toujours fortement marqué par les inégalités. Dans de nombreux contextes, la participation au processus éducatif est désormais arbitrée par l'accès aux ordinateurs, aux smartphones et à Internet. La pandémie n'a fait qu'accélérer la transition vers l'adoption de plateformes numériques à des fins éducatives. Par conséquent, les jeunes et adultes déjà vulnérables et qui bénéficieraient probablement le plus de la mobilité sociale que l'éducation pourrait leur offrir sont plus susceptibles de se retrouver exclu-es.

La transition vers des espaces en ligne augmente également le risque de contrôle autoritaire sur ces espaces. Certains gouvernements et personnalités politiques ont utilisé la pandémie de COVID-19 comme prétexte pour limiter l'accès à l'information, mais également pour faire taire les opinions adverses des critiques et opposant-es, propager la désinformation et des *fake news* et priver les communautés déjà marginalisées de connectivité, ce qui renforce davantage le fossé numérique¹⁴⁰. Les algorithmes des réseaux sociaux ont aggravé la propagation de théories du complot et de discours haineux, tandis que les plateformes ont souvent manqué de réactivité face à l'incitation à la violence.

Dans le secteur de l'aide, l'accélération de l'adoption des outils numériques expose au danger d'accaparement par les élites. Cela s'applique à la fois à la distribution des ressources et aux opportunités de partage des connaissances et de plaidoyer. Par exemple, il convient de s'interroger sur les personnes qui contrôlent les groupes et les processus de consultation en ligne, et sur les problèmes d'accès qui excluent les personnes. Il est légitime d'affirmer que ces situations ne sont pas différentes des inégalités de pouvoir dans le monde réel, et les organisations peuvent toujours envisager de lutter contre ces pratiques. La gestion de la transition et des risques associés déterminera l'inclusivité de la numérisation dans le secteur.

Enfin, la vie privée et la confidentialité sont des éléments vitaux pour les communautés qui subissent la discrimination et la marginalisation. Ce point est pertinent en ce qui concerne le partage des données et la participation à des consultations vidéo en ligne, qui ont représenté un problème particulier pour les populations criminalisées comme les travailleurs/euses du sexe et les personnes LGBTQIA+, menacées d'arrestation, de détention et/ou de violences si elles étaient découvert-es.

5. Conséquences pour une société civile forte



La pandémie a souligné la manière dont les inégalités structurelles se combinent pour créer et amplifier les niveaux de souffrance¹⁴¹. Elle a aussi révélé la diversité et la créativité des actions locales. Il est impossible de prédire ce qui survivra à la pandémie. Après avoir commencé par répondre aux besoins élémentaires, ces groupes pourraient devenir plus politiquement actifs ; les organisations de plaidoyer qui se sont tournées vers la prestation de services pourront continuer sur leur lancée ou revenir à leurs activités précédentes. Il est probable que le système civique émergera de la pandémie agrandi et revitalisé, malgré les dangers de burnout et d'épuisement.

Le rôle essentiel joué par ces efforts pour répondre aux besoins et transformer les systèmes est lui indéniable. Plusieurs conséquences sont à noter pour les alliés et les bailleurs de fonds. Dans les situations où le pouvoir s'est redistribué par le biais de la localisation en raison des obligations liées à la COVID-19 en particulier, un retour au système précédent gâcherait le potentiel de ces efforts inspirants. Dans ce chapitre, nous suggérons quatre approches à adopter par la société civile, ses alliés et les bailleurs de fonds pour exploiter ce potentiel.



Protestation pour l'action climatique devant la Chambre des représentants en avril 2020, à La Haye, aux Pays-Bas. Crédit photo : Catharina Gerritsen

5.1 Renforcer la visibilité et se faire toujours entendre

La COVID-19 a permis de mettre en lumière la puissance et la créativité des initiatives de la société civile face aux crises locales et mondiales. L'action civique s'est diversifiée et a gagné en importance au niveau local pour répondre aux besoins. Les personnes impliquées se sont fait entendre pour exposer les lacunes structurelles urgentes des systèmes de sécurité sociale et l'aggravation des inégalités, accrues par les conséquences économiques de la pandémie. Nous avons pu le voir dans les protestations dédiées à la santé¹⁴², au travail¹⁴³, à la solidarité envers les femmes¹⁴⁴ et l'alimentation¹⁴⁵.

Les personnes impliquées dans les OSC ont développé de nouvelles compétences. Dans plusieurs cas, elles ont pris confiance en elles face aux situations en évolution rapide, souvent sans soutien. Le RNP+, au Sénégal, une organisation de soutien envers les personnes atteintes du VIH, a expliqué comment « la COVID-19 nous a encouragés à créer, à nous adapter et à innover »¹⁴⁶.

Comme l'indique Pleyers, « la pandémie de COVID-19 est une bataille pour des avenir offrant d'autres alternatives »¹⁴⁷. Il remarque un certain optimisme parmi les intellectuel·es et les mouvements progressistes au regard des opportunités s'offrant à nous pour construire un monde plus juste. Cependant, il conseille de rester mesuré·e pour évaluer leurs impacts. Nos résultats vont également dans ce sens.

Quelques questions importantes :

- Dans quelles conditions l'activisme généré par la pandémie aura-t-il un impact durable sur les crises à long terme des inégalités et de l'injustice ? (Par exemple, des mesures ambitieuses seront-elles prises pour corriger les inégalités de genre compte tenu de l'attention décuplée portée aux soins peu ou non rémunérés et à la violence basée sur le genre ?)
- Quel genre de collaboration entre la société civile informelle et les organisations plus officielles pourrait renforcer cette influence ?

5.2 Soutenir les innovations créatives

La COVID-19 a accéléré certaines tendances et innovations. Les restrictions sur les mouvements et les répercussions économiques ont forcé la société civile à revoir ses stratégies et modes d'action. Par exemple, la livraison à domicile de traitements antirétroviraux pendant la pandémie, qui a court-circuité le rôle intermédiaire des centres de santé, a démontré aux systèmes de santé que l'approvisionnement direct est une approche réalisable dans des circonstances non urgentes¹⁴⁸. L'accès à Internet et aux données de connectivité a été reconnu comme un besoin essentiel, avec des initiatives locales visant à réduire le coût de l'accès dans les périphéries urbaines, ainsi que dans les zones rurales et les territoires autochtones.

Quelques questions importantes :

- Quelles innovations de la société civile (tactiques, alliances, priorités) perdureront et pourquoi ?
- Comment les priorités de plaidoyer des organisations s'articuleront-elles avec les responsabilités de prestation de services et quels sont les bénéfices ou les limites de ces choix ?

5.3 Valoriser les natifs/ves du numérique

La pandémie a entraîné une réévaluation des atouts oubliés ou sous-évalués de la société : les réseaux locaux, la jeunesse, la connectivité numérique et les alliances/coalitions. On retrouve des signes d'un potentiel « réveil de la jeune génération », prête à tirer son épingle du jeu grâce à ses compétences d'utilisation des outils numériques. Il semble qu'une transition irréversible se soit effectuée dans ce domaine, avec des conséquences pour les actions plus fermement ancrées dans les tactiques numériques, les politiques d'organisation et le contrat social. Le futur sera probablement hybride, en conjuguant les aspects pratiques du travail connecté aux éléments positifs du monde réel. Ce phénomène ne profite pas seulement aux mouvements progressistes, bien évidemment. Il est aussi manifeste dans les initiatives réactionnaires qu'il développe par ailleurs.

Quelques questions importantes :

- L'explosion de l'activisme numérique entraînera-t-elle une transition à long terme du pouvoir et du leadership ?
- En quoi la nature de l'activisme numérique local sera-t-elle différente de l'activisme des élites éduquées ? En quoi en sera-t-elle similaire ?

5.4 Réfléchir à un nouveau contrat social

Comme indiqué dans la **Section 3.5**, la pandémie a transformé les rapports de pouvoir entre les citoyen·nes et les États. Dans plusieurs contextes, la société civile a joué un rôle important pour répondre aux besoins des citoyen·nes. Il reste à confirmer si cela modifiera les attentes des citoyen·nes sur le long terme.

De la même façon, les mécanismes privilégiés par le secteur de l'aide internationale ont été temporairement mis de côté, en particulier la domination de l'expertise et des organisations non locales. L'aide venant de l'étranger a été forcée de se mettre en retrait pour privilégier les expert·es et les approches locales. Cette opportunité appelle à reconfigurer ces relations structurellement. Cependant, la majorité de l'aide (notamment le financement) est toujours contrôlée en dehors du niveau local. Par conséquent, un changement radical de perspective dans le secteur de l'aide devra s'appuyer sur plus de quelques exemples positifs.

Parmi ces exemples :

- Reconnaître l'importance des chocs en tant que tournants majeurs vers de nouveaux changements (positifs et négatifs)
- Ne pas se limiter aux acteurs traditionnels (États, société civile, sociétés transnationales) pour voir la capacité d'action émerger de manière plus fluide et moins formelle
- Admettre que l'argent peut faire plus de mal que de bien
- Penser au recours à la philanthropie locale pour collecter des fonds localement, et réfléchir à la gestion des contraintes spécifiques associées
- Étendre l'aide des ONG internationales au-delà du soutien financier, par exemple en favorisant la collaboration entre les pays du Sud, en renforçant les capacités numériques, mais aussi en soutenant le leadership des nouvelles générations, le développement de coalitions existantes ou nouvelles ou encore les militant·es épuisé·es.

Quelques questions importantes :

- De quelles façons et dans quels contextes le travail de la société civile se pérenniserait-il pour compléter, coordonner ou mettre en œuvre la prestation de services ?
- Le système d'aide sera-t-il apte et disposé à soutenir de nouvelles formes de capacité d'action ou incitera-t-il (activement ou passivement) le système à revenir à son organisation traditionnelle, chargée de déséquilibres de pouvoir et d'attributs coloniaux ?

5.5 Conclusion

Le projet de recherche a cherché à comprendre les mesures prises par la société civile face à la pandémie mondiale et à comprendre ce que peuvent apprendre les personnes disposées à soutenir ces initiatives.

Une capacité d'action individuelle et collective très diverse a émergé parmi les ménages et les communautés à revenu faible de différents groupes à l'intersection d'inégalités multiples. Nous avons trouvé de nombreux exemples de conséquences pour les aidant-es non rémunéré-es et les travailleurs/euses précaires et du secteur informel, ainsi que des réponses que ces acteurs apportent à ces problématiques, en termes de besoins directs, de plaidoyer, de sécurité et d'information. Une partie de cette mobilisation était émergente, car elle était basée sur des moyens non utilisés auparavant. Mais un nombre considérable d'initiatives ont impliqué la réorientation des efforts par les groupes et communautés afin de répondre à des besoins différents et plus nombreux via des approches nouvelles.

Les mobilisations se sont démarquées en termes d'agilité et de rapidité, pour devenir des espaces dans lesquels les nouveaux et les nouvelles leaders sont passé-es à l'action et où des collaborations ont vu le jour. Issue de la solidarité, l'action sociale qui s'en est suivie s'est fortement appuyée sur les relations de confiance. Cependant, l'épuisement, tant financier qu'émotionnel, s'est fait de plus en plus sentir, en raison de l'étendue et de la durée des efforts. Si l'innovation numérique s'est généralisée, les outils numériques n'étaient pas accessibles à tout le monde et ne pouvaient pas entièrement remplacer le contact direct.

Si de nombreuses personnes comptent sur les initiatives de la société civile pour leur survie, quels sont les enjeux pour les bailleurs de fonds et les OGN internationales ? Détachés des besoins et des vulnérabilités de la population, comment peuvent-ils favoriser la présence et l'efficacité des mobilisations de la société civile locale ? Sans aucun doute, il est nécessaire de remettre en question les systèmes d'aide qui soutiennent la société civile. Dans un résumé de recherche séparé¹⁴⁹, nous avons rassemblé les points clés issus de la recherche concernant l'importance des personnes travaillant dans les ONG nationales et internationales ainsi que dans les organismes bailleurs de fonds. De nombreux thèmes font déjà depuis longtemps l'objet de discussions au sein du secteur du développement international, sans encore parvenir à déboucher sur des approches concrètes.

La COVID-19 n'est pas uniquement une crise sanitaire mondiale. Elle représente potentiellement un tournant permettant une transformation systémique positive pour les acteurs/trices des agences d'aide et d'autres organisations internationales qui valorisent et souhaitent promouvoir le rôle de la société civile. Cependant, nous ne savons pas encore si les bailleurs de fonds et les ONG internationales parviendront à renoncer à leurs anciennes habitudes et à leurs protocoles.

Pour tirer des enseignements de cette crise, il est nécessaire d'observer, d'apprendre et de continuer. Nous devons transférer le pouvoir et les ressources pour assurer que le soutien international devienne un allié durable du changement social, sans intention de dominer.

Notes

Dernière vérification des liens le 30 janvier 2022, sauf mention contraire.

- 1 Green, D. (2016). *How Change Happens*. Oxfam GB, Oxford University Press. DOI : 10.1093/acprof:oso/9780198785392.001.0001 <https://policy-practice.oxfam.org/resources/how-change-happens-consultation-draft-581366/>
- 2 Green, D., King, R. et Miller-Dawkins, M. (2010). Crise économique mondiale et pays en développement. Rapport de recherche d'Oxfam. https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file_attachments/crise-economique-mondiale-et-pays-en-developpement-resume-2010_12.pdf
- 3 Green, D. (2020). Covid-19 as a Critical Juncture and the Implications for Advocacy. *Politique générale*, avril. https://www.globalpolicyjournal.com/sites/default/files/pdf/Green%20-%20Covid-19%20as%20a%20Critical%20Juncture%20and%20the%20Implications%20for%20Advocacy_0.pdf
- 4 The People's Vaccine <https://peoplesvaccine.org/>
- 5 Berkhout, E., Galasso, N., Lawson, M., Rivero Morales, P. A., Taneja, A. et Vázquez Pimentel, D. A. (2021). Le virus des inégalités : Réunifier un monde déchiré par le coronavirus grâce à une économie équitable, durable et juste, Oxfam. DOI : 10.21201/2021.6409 <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-inequality-virus-bringing-together-a-world-torn-apart-by-coronavirus-throug-621149/>
- 6 Oxfam. (2020). Évaluation interne.
- 7 From Poverty to Power: Emergent Agency <https://oxfamapps.org/fp2p/category/emergent-agency/>
- 8 Atlantic Fellows for Social and Economic Equity. (2020). Covid-19 Rapid Response Fund. <https://afsee.atlanticfellows.org/covid19-rapid-response-fund>
- 9 Oxfam. (2022). La capacité d'action émergente à l'ère de la COVID-19. Principaux constats pour les bailleurs de fonds, les ONG internationales et l'ensemble du secteur : Résumé de recherche.
- 10 Green, D. (2020). Launching a new Research and Action programme on 'Emergent Agency in a Time of Covid'. Want to join us?. From Poverty to Power, 9 septembre. <https://oxfamapps.org/fp2p/launching-a-new-research-and-action-programme-on-emergent-agency-in-a-time-of-covid-want-to-join-us/>
- 11 Via le référentiel Zotero, l'ensemble de données comprenant 200 études de cas est disponible au grand public, sous licence Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC BY 4.0). https://www.zotero.org/groups/2630988/emergent_agency_in_a_time_of_covid-19/library
- 12 Nampoothiri N.J. et Artuso, F. (2021). Civil Society's Response to Coronavirus Disease 2019: Patterns from Two Hundred Case Studies of Emergent Agency. *Journal of Creative Communications*, 16(2), 203–12. <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/09732586211015057>
- 13 Firmin A., Pousadela, I. M. et Tiwana, M. (2020). La solidarité au temps du COVID-19 : Réponses de la société civile à la pandémie. Civicus. <https://www.civicus.org/index.php/covid-19>
- 14 Young, R (ed), Buzaşu, C., et al. (2020). Global Civil Society in the Shadow of Coronavirus. Fondation Carnegie pour la paix internationale. https://carnegieendowment.org/files/Youngs-Coronavirus_Civil_Society_final.pdf
- 15 Institute of Development Studies. (2020). Navigating Civic Space in a Time of Covid-19. <https://www.ids.ac.uk/projects/navigating-civic-space/>
- 16 Chattopadhyay, S., Wood, L. et Cox, L. (2020). Organizing amidst Covid-19. *Interface: A Journal for and about Social Movements*, 12(1), pp. 1–9. https://www.academia.edu/45472443/Interface_A_journal_for_and_about_social_movements_Organizing_amidst_Covid_19
- 17 Berkley Center for Religion, Peace and World Affairs. (2020). Religious Responses to COVID-19 <https://berkeleycenter.georgetown.edu/subprojects/religious-responses-to-covid-19> (Projet commun de Berkley Center for Religion, Peace and World Affairs à l'université de Georgetown, World Faiths Development Dialogue et Joint Learning Initiative on Faith and Local Communities).
- 18 Communication personnelle avec un-e représentant-e de Rock of Hope, Eswatini, 19 avril 2021.
- 19 SaferWorld – Ressources sur la COVID-19 <https://www.saferworld.org.uk/resources/search?search=1&tag=COVID-19>
- 20 MENA Rosa <https://menarosa.org/>
- 21 Mohanty, S. (2020). From communal violence to lockdown hunger – emergency responses by civil society networks, Delhi, India. *Interface: A Journal for and about Social Movements*, 12(1), pp. 47–52. <https://www.interfacejournal.net/wp-content/uploads/2020/07/Interface-12-1-Mohanty.pdf> (Voir également : Green, D. (2020). From communal violence to lockdown hunger – Emergency responses by civil society networks in Delhi. From Poverty to Power, 22 septembre. <https://oxfamapps.org/fp2p/from-communal-violence-to-lockdown-hunger-emergency-responses-by-civil-society-networks-in-delhi/>)
- 22 Institute of Development Studies. (2020). Navigating Civic Space in a Time of Covid-19. <https://www.ids.ac.uk/projects/navigating-civic-space/>
- 23 Communication personnelle avec Amy Croome, 18 août 2020.
- 24 Hodge, A. (2021). Myanmar junta has turned coronavirus into a weapon. *The Australian*, 22 septembre. <https://www.theaustralian.com.au/world/myanmar-junta-has-turned-coronavirus-into-a-weapon/news-story/eb4372050e14951be640f1635c2f36b3>
- 25 Hill, T., Reid, K. et Sheely, R. (2021). Overcoming the Trust Deficit: Engaging Communities to Succeed in Vaccinating the World Against COVID-19. Mercy Corps. https://www.mercycorps.org/sites/default/files/2021-04/Overcoming-the-Trust-Deficit-Vaccine-Community-Engagement-Report_April-20-2021-1.pdf

- 26 Lorch, J. (2021). Myanmar's "Triple Crisis": Impact on the Pro-Democracy Movement. Middle East Institute (MEI), 12 octobre. <https://www.mei.edu/publications/myanmars-triple-crisis-impact-pro-democracy-movement>
- 27 Gender Dynamix <https://www.genderdynamix.org.za/>
- 28 RedTraSex <http://www.redtralsex.org/>
- 29 Communication personnelle avec un-e représentant-e d'Alliance India, 8 avril 2021.
- 30 Community Self-Reliance Centre Nepal <https://csrcnepal.org/>
- 31 Landry, J. et Smith, A. M. (2020). Governance Snapshots: Adaptations, Innovations and Practitioner Learning in a Time of COVID-19. Participedia. 26 mai. <https://participediaproject.medium.com/governance-snapshots-adaptations-innovations-and-practitioner-learning-in-a-time-of-covid-19-25d3f968255d> (Voir également : Basnet, J. (2020). Land Rights Advocacy in COVID-19 Response (Népal), Coady Institute Alumni Voice, 20 mai. <https://coady.stfx.ca/alumni-voice-land-rights-advocacy-in-covid-19-response-nepal/>)
- 32 Alive Medical Services <https://amsuganda.org/>
- 33 Frontline AIDS. (2020). Technical Brief on HIV and COVID-19 Programming. <https://frontlineaids.org/resources/technical-brief-on-covid-19-and-hiv-programming/>
- 34 Nacosa <https://www.nacosa.org.za/>
- 35 Frontline AIDS. (2020). Transforming the HIV Response: how communities innovate to respond to COVID-19. https://frontlineaids.org/wp-content/uploads/2020/11/Transforming-the-HIV-response_COVID-19_innovations_Nov20.pdf
- 36 Alliance India. (2020). Save lives, no matter the circumstances! 15 avril. <https://allianceindia.org/save-lives-no-matter-circumstances/>
- 37 Alliance for Public Health <https://aph.org.ua/en/about-alliance/>
- 38 Alliance for Public Health and Matahari Global Solutions (2021). COVID-19 and Effects on HIV and TB Services in Eastern Europe, Central Asia, and the Balkans. https://aph.org.ua/wp-content/uploads/2021/04/APH-and-Matahari-Regional-Summary_TP-red.pdf
- 39 Siraad Initiative <https://twitter.com/siradinitiative>
- 40 Abdiaziz, A. (2021). Siraad Initiative. Études de cas d'Oxfam en Somalie sur la capacité d'action émergente à l'ère de la COVID-19. Document interne.
- 41 Kibra Food Drive <https://kibrafooddrive.co.ke/awards.php>
- 42 Sharma, N. (2021). How an NGO helped 10,000 Covid-19 patients survive India's oxygen shortage. *Quartz India*. 16 mai. <https://qz.com/india/2008877/how-hemkunt-foundation-helped-10000-indians-during-oxygen-crisis/>
- Bhowmick, N. (2021). The Oxygen Gap. *New Internationalist*. <https://newint.org/features/2021/08/09/view-india>
- 43 Las del Aquejarre Feminista <https://lasdelaquejarrefeminista.wordpress.com/>
- 44 Alfaro, M. J. V. (2020). Feminist solidarity networks have multiplied since the COVID-19 outbreak in Mexico. *Interface: A Journal for and about Social Movements*, 12(1), pp. 82–7. <https://www.interfacejournal.net/wp-content/uploads/2020/07/Interface-12-1-Ventura-Alfaro.pdf>
- 45 Bao, H. (2020). 'Anti-domestic violence little vaccine': A Wuhan-based feminist activist campaign during COVID-19. *Interface: A Journal for and about Social Movements*, 12(1), pp. 53–63. <https://www.interfacejournal.net/wp-content/uploads/2020/07/Interface-12-1-Bao.pdf>. Voir également : Green, D. (2020). 'Anti-domestic violence little vaccine': A Wuhan-based feminist activist campaign during COVID-19. From Poverty to Power, 23 septembre. <https://oxfamapps.org/fp2p/anti-domestic-violence-little-vaccine-a-wuhan-based-feminist-activist-campaign-during-covid-19/>
- 46 Bao, H. (2020). 'Anti-domestic violence little vaccine': A Wuhan-based feminist activist campaign during COVID-19. *Interface: A Journal for and about Social Movements*, 12(1), pp. 53–63. <https://www.interfacejournal.net/wp-content/uploads/2020/07/Interface-12-1-Bao.pdf>. Voir également : Green, D. (2020). 'Anti-domestic violence little vaccine': A Wuhan-based feminist activist campaign during COVID-19. From Poverty to Power, 23 septembre. <https://oxfamapps.org/fp2p/anti-domestic-violence-little-vaccine-a-wuhan-based-feminist-activist-campaign-during-covid-19/>
- 47 Education as a Vaccine Nigeria <https://www.evanigeria.org/>
- 48 Frontline AIDS. (2020). Gendered Pandemics: A gender-just and HIV-sensitive response to COVID-19. <https://frontlineaids.org/resources/gendered-pandemics/>
- 49 Frontline AIDS. (2020). COVID-19 and Gender. <https://frontlineaids.org/resources/covid-19-and-gender/>
- 50 Frontline AIDS. (2020). Gendered Pandemics: A gender-just and HIV-sensitive response to COVID-19. <https://frontlineaids.org/resources/gendered-pandemics/>
- 51 Communication personnelle avec un-e représentant-e de CYSRA-Uganda, 9 avril 2021.
- 52 Green, D. (2020). Voices from the Ground: Stories of Community Resilience & Entrepreneurship in the Pandemic. From Poverty to Power, 23 avril. <https://oxfamapps.org/fp2p/voices-from-the-ground-stories-of-community-resilience-entrepreneurship-in-the-pandemic/>
- 53 Communication personnelle avec un-e représentant-e de Jinsiangu, Kenya, 16 avril 2021.
- 54 Communication personnelle avec un-e représentant-e de Gender Dynamix, Afrique du Sud, 23 avril 2021.
- 55 Frontline AIDS. (2021). A Lifeline in the Time of COVID-19. <https://spark.adobe.com/page/RRLsqXypS8QMS/>
- 56 Frontline AIDS. (2021). A Lifeline in the Time of COVID-19. <https://spark.adobe.com/page/RRLsqXypS8QMS/>
- 57 Stowelink <https://stowelink.com/>
- 58 Bernardo, C. (2020). UCT alumni build 'Coronapp' platform. *Informations de l'université du Cap*, 20 mars. <https://www.news.uct.ac.za/article/-2020-03-20-uct-alumni-build-coronapp-platform>. Voir également : Coronapp <https://www.coronapp.co.za/>

- 59 Zhang, T. (2020). Informal Networks Key to Youth-led COVID-19 Response in China. We Are Restless, 11 août. <https://wearerestless.org/2020/08/11/informal-networks-key-to-youth-led-covid-19-response-in-china/>
- 60 Green, D. et Kirk, T. (2020). Observing COVID-19 in Africa through a 'public authorities' lens. LSE Blogs, 8 octobre. <https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2020/10/08/observing-covid19-africa-through-public-authorities-lens-state-actor/>
- 61 Green, D. et Kirk, T. (2020). Observing COVID-19 in Africa through a 'public authorities' lens. LSE Blogs, 8 octobre. <https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2020/10/08/observing-covid19-africa-through-public-authorities-lens-state-actor/>
- 62 Channels Television. (2020). Residents Storm Jos Warehouse Storing COVID-19 Palliatives (vidéo). YouTube, 24 octobre. <https://www.youtube.com/watch?v=zE95eYz7OfU>
- 63 GranMah. (2020). Está nas tuas mãos - CoronaVirus - Covid-19 (vidéo). YouTube, 19 mars. <https://www.youtube.com/watch?v=Yhp9GrYD7Ak>
- 64 Ndlovu Youth Choir. (2020). Ndlovu Youth Choir - We've Got This - Fight against Coronavirus/COVID-19 (vidéo). YouTube, 11 mars. <https://www.youtube.com/watch?v=GN94pZqP1Rc>
- 65 Civicus. (2020). Protests repressed and disinformation legislation revoked in Bolivia. Monitor, 25 juin. <https://monitor.civicus.org/updates/2020/06/25/protests-repressed-and-concerning-misinformation-legislation-revoked-bolivia/>
- 66 Civicus. (2020). Honduras' Undue Restrictions on Expression and Police Abuse of Emergency Powers During COVID-19. Monitor, 22 mai. <https://monitor.civicus.org/updates/2020/05/22/honduras-undue-restrictions-expression-and-police-abuse-emergency-powers-during-covid-19/>
- 67 Civicus. (2021). Freedom of Peaceful Assembly and the COVID-19 Pandemic: a Snapshot of Protests and Restrictions. Monitor, septembre. <https://monitor.civicus.org/COVID19September2021/>
- 68 Civicus (2020). Activists Denounce Police Excesses in Enforcing COVID-19 Restrictions. Monitor, 12 août. <https://monitor.civicus.org/updates/2020/08/12/activists-denounce-police-excesses-enforcing-covid-19-restrictions/>
- 69 Frontline AIDS: Rights – Evidence – Action (REAct). <https://frontlineaids.org/our-work-includes/react/>
- 70 Communication personnelle avec un-e représentant-e de CYSRA-Uganda, 9 avril 2021.
- 71 Communication personnelle avec un-e représentant-e d'Alliance for Public Health, Ukraine, 1^{er} avril 2021.
- 72 Alcoba, N. (2021). No internet: Lockdown worsens Argentina's educational inequality. AlJazeera, 21 mai. <https://www.aljazeera.com/economy/2021/5/21/no-internet-lockdown-worsens-argentinas-education-inequality>
- 73 MENA Rosa <https://menarosa.org/>
- 74 South Asia Women Foundation India <https://sawfindia.org/>
- 75 SEWA India <https://www.sewa.org/>
- 76 The Economic Times. (2020). Self Help Group potential can boost rural production and consumption. 6 avril. https://economictimes.indiatimes.com/industry/banking/finance/banking/self-help-group-potential-can-boost-rural-production-and-consumption/articleshow/75004753.cms?utm_source=email_pwa&utm_medium=social&utm_campaign=socialsharebuttons&from=mdr
- 77 Press Information Bureau. (2020). NRLM Self Help Group women emerge as community warriors to contain the spread of COVID-19 in the country. Gouvernement indien, 12 avril. <https://pib.gov.in/PressReleaseDetail.aspx?PRID=1613589>
- 78 Green, D. (2020). Voices from the Ground: Stories of Community Resilience & Entrepreneurship in the Pandemic. From Poverty to Power, 24 avril. <https://oxfamapps.org/fp2p/voices-from-the-ground-stories-of-community-resilience-entrepreneurship-in-the-pandemic/>
- 79 Dionisio, J. et Palanca, K.A.J. (2020). Veggies for Good. <http://philippinesociology.com/veggies-for-good-social-networks-for-service-delivery-and-crisis-response-in-times-of-covid-19-initial-findings/>
- 80 Civicus. (2020). Violations of Freedom of Expression Continue Unabated During COVID-19 Pandemic. Monitor, 21 mai. <https://monitor.civicus.org/updates/2020/05/21/violations-freedom-expression-continue-unabated-during-covid-19-pandemic/>
- 81 Civicus. (2020). Protests Over COVID-19 Lockdown: Court Denies Access to Abortion Medication Via Mail During Pandemic. Monitor, mai 2020. <https://monitor.civicus.org/updates/2020/05/15/protest-over-covid-19-lockdown-court-denies-access-abortion-medication-mail-during-pandemic/>
- 82 Civicus. (2020). Civic space restrictions continue unabated in Singapore despite Covid-19 pandemic, as election looms. Monitor, 24 juin. <https://monitor.civicus.org/updates/2020/06/24/civic-space-restrictions-continue-unabated-singapore-despite-covid-19-pandemic-election-looms/>
- 83 Civicus. (2020). Pandemic in Brazil aggravates democratic backslide. Monitor, 25 août. <https://monitor.civicus.org/updates/2020/08/25/pandemic-brazil-aggravates-democratic-backslide/>
- 84 Al Jazeera. (2020). Protests target Bolsonaro after Brazil's worst coronavirus week. 29 juin. <https://www.aljazeera.com/news/2020/6/29/protests-target-bolsonaro-after-brazils-worst-coronavirus-week>
- 85 LaBerge, L., O'Toole, C., Schneider, J. et Smaje, K. (2020). How COVID-19 has pushed companies over the technology tipping point—and transformed business forever. McKinsey, 5 octobre. <https://www.mckinsey.com/business-functions/strategy-and-corporate-finance/our-insights/how-c-19-has-pushed-companies-over-the-technology-tipping-point-and-transformed-business-forever#>
- 86 OCDE. (2020), La transformation numérique à l'heure du COVID-19 : Renforcer la résilience et réduire les fractures, Supplément à l'édition 2020 des perspectives de l'économie numérique. <https://www.oecd.org/fr/numerique/transformation-numerique-covid.pdf>

- 87 Nampoothiri N.J. et Artuso, F. (2021). Civil Society's Response to Coronavirus Disease 2019: Patterns from Two Hundred Case Studies of Emergent Agency. *Journal of Creative Communications*, 16(2), 203–12. <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/09732586211015057>
- 88 Ciria, I. A. (2020). Lack of digital literacy and internet access, the other deficiencies discovered by COVID-19. *ElDiario*, 14 avril. https://www.eldiario.es/aragon/sociedad/falta-alfabetizacion-internet-carencias-covid-19_1_2257858.html
- 89 Rioba, B. (2020). With schools shut by pandemic, solar radios keep Kenyan children learning. *Reuters*, 23 décembre. <https://www.reuters.com/article/kenya-solar-education-coronavirus-idUKL8N2IK45N>.
- 90 Chaudhary, S. (2020). One young man's protest against Nepal's COVID-19 response. *Global Voices*, 3 novembre. <https://globalvoices.org/2020/11/03/one-young-mans-protest-against-nepals-covid-19-response/>.
- 91 Acciari, L. (2020). Care for those who care for you! Domestic workers' struggles in times of pandemic crisis. *Interface: A Journal for and about Social Movements*, 12(1), pp 121–7. <https://discovery.ucl.ac.uk/id/eprint/10125500/1/2020-Interface-Care%20for%20those%20who%20care%20for%20you.pdf>
- 92 Croft, V. (2020). Indigenous peoples are using ancestral organizing practices to fight mining corporations and Covid-19. *Inequality.org*, 3 août. <https://inequality.org/research/indigenous-peoples-mining-pandemic/>.
- 93 Shahbaz, A. et Funk, A. (2020). Freedom on the net 2020: The Pandemic's digital shadow. *Freedom House*. https://freedomhouse.org/sites/default/files/2020-10/10122020_FOTN2020_Complete_Report_FINAL.pdf.
- 94 Roberts, T. (2021). Digital rights in closing civic space: Lessons from ten African countries. *Institute of Development Studies*. <https://doi.org/10.19088/IDS.2021.003> de : Nampoothiri N.J. et Artuso, F. (2021). Civil Society's Response to Coronavirus Disease 2019: Patterns from Two Hundred Case Studies of Emergent Agency. *Journal of Creative Communications*, 16(2), 203–12. <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/09732586211015057>
- 95 Nampoothiri N.J. et Artuso, F. (2021). Civil Society's Response to Coronavirus Disease 2019: Patterns from Two Hundred Case Studies of Emergent Agency. *Journal of Creative Communications*, 16(2), 203–12. <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/09732586211015057>
- 96 Barreto, M. B., Benedict, J., Leão, D., Mbataru, S., Narsee, A. et Van Severen, I. (2020). *People Power Under Attack 2020*. *Civicus*. <https://civicus.contentfiles.net/media/assets/file/GlobalReport2020.pdf>
- 97 Green, D. (2020). Coronavirus as a Catalyst for Global Civil Society: new report. *From Poverty to Power*, 8 décembre. <https://oxfamblogs.org/fp2p/coronavirus-as-a-catalyst-for-global-civil-society-new-report/>
- 98 Communication personnelle avec Chris Roche, professeur dans le secteur du développement et directeur de l'Institut pour la sécurité humaine et le changement social à l'université La Trobe, en Australie, (e-mail), octobre 2020.
- 99 Croix-Rouge australienne, Groupe consultatif humanitaire et Institut pour la sécurité humaine et le changement social, Université La Trobe. (2020). A Window of Opportunity: Learning from COVID-19 to progress locally led response and development think piece. Novembre, <https://humanitarianadvisorygroup.org/insight/a-window-of-opportunity/>
- 100 Green, D. (2020). Is Covid a window of opportunity for localizing aid? Learning from a natural experiment in the Pacific. *From Poverty to Power*, 27 novembre. <https://oxfamapps.org/fp2p/is-covid-a-window-of-opportunity-for-localizing-aid-learning-from-a-natural-experiment-in-the-pacific/>
- 101 Green, D. (2021). Trust, Politics, Exhaustion and Anger: findings on Emergent Agency in a Time of Covid. *From Poverty to Power*, 6 avril. <https://oxfamapps.org/fp2p/trust-politics-exhaustion-and-anger-findings-on-emergent-agency-in-a-time-of-covid/>
- 102 Nixon, N. (2020). Civil society in Southeast Asia during COVID-19: Responding and evolving under pressure. *Asia Foundation*. <https://asiafoundation.org/wp-content/uploads/2020/09/GovAsia-1.1-Civil-society-in-Southeast-Asia-during-the-COVID-19-pandemic.pdf>.
- 103 EpicAfrica. (2020). The impact of COVID-19 on African civil society organizations challenges, responses and opportunities. <https://static1.squarespace.com/static/5638d8dbe4b087140cc9098d/t/5efabc7884a29a20185fcbaf/1593490570417/The+Impact+of+Covid-19+on+African+Civil+Society+Organizations.pdf>.
- 104 Communication personnelle avec un-e représentant-e de CYSRA-Uganda, 9 avril 2021.
- 105 Communication personnelle avec un-e représentant-e de Rock of Hope, Eswatini, 19 avril 2021.
- 106 Kothari, A. (2020). What does self-reliance really mean? Amazing stories from India's margins. *Convivial Thinking*, 18 octobre. <https://www.convivialthinking.org/index.php/2020/10/18/what-does-self-reliance-really-mean/>.
- 107 Cavalcante, T. (2020). How Brazilian favela journalists are raising awareness about COVID-19. *OpenDemocracy*, 20 avril. <https://www.opendemocracy.net/en/democraciaabierta/how-brazilian-favela-journalists-are-raising-awareness-about-covid-19/>.
- 108 Communication personnelle avec un-e représentant-e de CYSRA-Uganda, 9 avril 2021.
- 109 Communication personnelle avec un-e représentant-e de Rock of Hope, Eswatini, 19 avril 2021, et de Jinsiangu, Kenya, 16 avril 2021.
- 110 Green, D. (2015). 1/4 of the world's people already subject to large annual wealth tax to tackle poverty. Has anyone told Piketty? *From Poverty to Power*, 27 mars. <https://oxfamapps.org/fp2p/i-just-found-out-that-a-quarter-of-the-global-population-already-pays-an-annual-wealth-tax-has-anyone-told-piketty/>
- 111 Dionisio, J. Alamon, A., Yee, D., Palanca, K.A.J., Sanchez II, F., Seiko Miho Mizushima, S.M. et Alvarez, J.J. (2020). Contagion of Mutual Aid in the Philippines: An Initial Analysis of the Viral Community Pantry Initiative as Emergent Agency in Times of Covid-19. *Philippines Sociological Society*, 19 avril. <http://philippinesociology.com/contagion-of-mutual-aid-in-the-philippines/>

- 112 Trott, B. (2020). Queer Berlin and the Covid-19 crisis: a politics of contact and ethics of care. *Interface: A Journal for and about Social Movements*, 12(1), pp. 88–108. <https://www.interfacejournal.net/wp-content/uploads/2020/07/Interface-12-1-Trott.pdf>
- 113 Religions for Peace. (2020). Multi-Religious Humanitarian Fund. <https://www.rfp.org/multi-religious-humanitarian-fund/>
- 114 Kenny, C. (2021). *The Plague Cycle: The Unending War Between Humanity and Infectious Disease*. Scribner. <https://www.simonandschuster.com/books/The-Plague-Cycle/Charles-Kenny/9781982165338>
- 115 Green, D. (2021). What kinds of 'Agency' are emerging as grassroots organizations respond to Covid?. From Poverty to Power, 18 février. <https://oxfamapps.org/fp2p/what-kinds-of-agency-is-emerging-as-grassroots-organizations-respond-to-covid-some-initial-thoughts/>
- 116 Communication personnelle avec le groupe thématique d'organisations de femmes, conversations.
- 117 Communication personnelle avec un-e représentant-e du Zimbabwe Civil Liberties and Drug Network (ZCLDN), 14 avril 2021.
- 118 Abdiaziz, A. (2021). Rapport de discussion en groupe de réflexion : groupe de femmes du camp de personnes déplacées internes de Barwaago. Études de cas d'Oxfam en Somalie sur la capacité d'action émergente à l'ère de la COVID-19. Document interne.
- 119 Communication personnelle avec un-e représentant-e d'Alliance India, 8 avril 2021.
- 120 Luchadoras, Colectiva feminista <https://luchadoras.mx/>
- 121 Alfaro, M. J. V. (2020). Feminist solidarity networks have multiplied since the COVID-19 outbreak in Mexico. *Interface: A Journal for and about Social Movements*, 12(1), pp. 82–7. <https://www.interfacejournal.net/wp-content/uploads/2020/07/Interface-12-1-Ventura-Alfaro.pdf>
- 122 Rapid Rural Community Response (RCRC) India <https://www.rcrc.in/>
- 123 Green, D. (2020). Voices from the Ground: Stories of Community Resilience & Entrepreneurship in the Pandemic. From Poverty to Power, 24 avril. <https://oxfamapps.org/fp2p/voices-from-the-ground-stories-of-community-resilience-entrepreneurship-in-the-pandemic/>
- 124 Delhi Relief Collective (page Facebook) <https://www.facebook.com/DelhiRelief/>
- 125 Mohanty, S. (2020). From communal violence to lockdown hunger – Emergency responses by civil society networks, Delhi, India: *A Journal for and about Social Movements*, 12(1), pp. 47–52. <https://www.interfacejournal.net/wp-content/uploads/2020/07/Interface-12-1-Mohanty.pdf>
- 126 Cape Town Together <https://capetowntogether.net>
- 127 Frena La Curva <https://frenalacurva.net/>
- 128 Sitrin, M. et Colectiva Sembrar. (2020). *Pandemic Solidarity: Mutual Aid during the Covid-19 Crisis*. Pluto Press, pp 110–13. <https://www.plutobooks.com/9780745343167/pandemic-solidarity/>
- 129 Katende, F. (2020). Lockdown Hero: one young man, his bike and a big heart. <https://frontlineaids.org/lockdown-hero-one-young-man-his-bike-and-a-big-heart/>
- 130 Aganyo, P. (2020). Social Media for Social Change: Young People Leading the Virtual Response to COVID-19. Religions for Peace, 21 mars. <https://www.rfp.org/social-media-for-social-change-young-people-leading-the-virtual-response-to-covid-19/>
- 131 Abdiaziz, A. (2021). Rapport de discussion en groupe de réflexion : groupe de femmes du camp de personnes déplacées internes de Barwaago. Études de cas d'Oxfam en Somalie sur la capacité d'action émergente à l'ère de la COVID-19. Document interne.
- 132 Communication personnelle avec le groupe thématique d'organisations de femmes, conversations.
- 133 Abdiaziz, A. (2021). Siraad Initiative. Études de cas d'Oxfam en Somalie sur la capacité d'action émergente à l'ère de la COVID-19. Document interne.
- 134 Communication personnelle avec un-e représentant-e d'Alliance for Public Health, Ukraine, 1^{er} avril 2021.
- 135 Communication personnelle avec le groupe thématique sur l'éducation, conversations.
- 136 Campbell, I. (2021). Notes de la conversation du groupe thématique sur la consolidation de la paix le 27 janvier 2021.
- 137 Honwana, A., Honwana, N. (2020). Covid-19 in Africa: Youth at the Fore. Kujenga Amani, 11 juin. <https://kujenga-amani.ssrc.org/2020/06/11/covid-19-in-africa-youth-at-the-fore/>
- 138 Communication personnelle avec un-e représentant-e de RedTraSex, Argentine, 8 avril 2021.
- 139 Bülow, M. von. (2020). The impacts of the pandemic on digital activism. Repository of Civil Society Initiatives Against the Pandemic. https://resocie.org/wp-content/uploads/2020/11/ResearchReport02_resocie-von-Bulow.pdf
- Nations Unies. (2020). Digital Divide 'a Matter of Life and Death' amid COVID-19 Crisis, Secretary-General Warns Virtual Meeting, Stressing Universal Connectivity Key for Health, Development. Communiqué de presse. <https://www.un.org/press/en/2020/sgsm20118.doc.htm>
- 140 Shahbaz, A. et Funk, A. (2020). Freedom on the net 2020: The Pandemic's digital shadow. Freedom House. https://freedomhouse.org/sites/default/files/2020-10/10122020_FOTN2020_Complete_Report_FINAL.pdf
- 141 Berkhout, E., Galasso, N., Lawson, M., Rivero Morales, P. A., Taneja, A. et Vázquez Pimentel, D. A. (2021). Le virus des inégalités : Réunifier un monde déchiré par le coronavirus grâce à une économie équitable, durable et juste, Oxfam. DOI : 10.21201/2021.6409 <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-inequality-virus-bringing-together-a-world-torn-apart-by-coronavirus-through-621149/>
- 142 Sharkawi, T., Ali, N. (2020). Acts of whistleblowing: The case of collective claim making by healthcare workers in Egypt. *Interface: A Journal for and about Social Movements*, 12(1), pp. 139–163. <http://interfacejournal.net/wp-content/uploads/2020/07/Interface-12-1-Sharkawi-and-Ali.pdf>

- 143 Brechenmacher, S., Youngs, R., Carothers, T. (2020). Civil society and the Coronavirus: Dynamism despite disruption. Fondation Carnegie pour la paix internationale. <https://carnegieendowment.org/2020/04/21/civil-society-and-coronavirus-dynamism-despite-disruption-pub-81592>
- 144 Alfaro, M. J. V. (2020). Feminist solidarity networks have multiplied since the COVID-19 outbreak in Mexico. *Interface: A Journal for and about Social Movements*, 12(1), pp. 82–7. <https://www.interfacejournal.net/wp-content/uploads/2020/07/Interface-12-1-Ventura-Alfaro.pdf>
- 145 AFP (28 avril 2020). Nigerian workers riot over Covid-19 lockdown. NST Online. <https://www.nst.com.my/world/world/2020/04/588042/nigerian-workers-riot-over-covid-19-lockdown>
- 146 Communication personnelle avec un-e représentant-e du Réseau National des Associations de PVVIH du Sénégal (RNP+), Sénégal, 30 mars 2021.
- 147 Pleyers, G. (2020). The Pandemic is a Battlefield. Social Movements in the COVID-19 lockdown. *Journal of Civil Society*, 16(4), pp. 295–312.
- 148 SOS Project. (2020). Lessons from COVID-19 to reshape a sustainable response to HIV, TB and HCV among inadequately served populations in the countries of Eastern Europe and Central Asia. Alliance for Public Health. http://www.cvcoalition.org/sites/default/files/EN_Lessons%20from%20COVID%2019.pdf
- 149 Oxfam. (2022). La capacité d'action émergente à l'ère de la COVID-19. Principaux constats pour les bailleurs de fonds, les ONG internationales et l'ensemble du secteur : Résumé de recherche.

Atlantic Fellows

FOR SOCIAL AND
ECONOMIC EQUITY

